



AFRIQUE CENTRALE

La CEEAC veut accélérer l'intégration régionale



Les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) qui se sont réunis, le 30 juillet par visioconférence à l'initiative du président en exercice, Denis Sassou N'Guesso, ont échangé sur l'adoption des décisions prises dans le cadre de la mise en œuvre du processus d'intégration régionale et sur la situation politico-sécuritaire qui prévaut dans la sous-région. S'agissant de la paix et sécurité, les participants ont noté que la situation est restée stable dans la région malgré quelques difficultés observées dans certains Etats membres.

Page 9

Denis Sassou N'Guesso en visioconférence

DETTE INTÉRIEURE

Près de 600 entreprises non enregistrées



Une vue des membres du Copéco/Adiac

Le Collectif des opérateurs économiques du Congo (Copéco) a déploré le 30 juillet à Brazzaville, lors d'une réunion, l'absence de près de 600 entreprises sur les listes de la deuxième phase de l'audit des arriérés commerciaux de la période 2003-2013 et 2017-2018 publiée récemment par le ministère des Finances. La question de la décote a également été au cœur des échanges des membres dudit collectif. Autrefois à 35% et considérée comme élevée, la décote devrait être revue à la baisse ou annulée.

Page 4

POINTE-NOIRE

Le lycée de Vindoulou ouvre en octobre



Une façade du lycée interdépartemental de Vindoulou à Pointe-Noire

Le lycée interdépartemental de Vindoulou va désengorger d'autres établissements scolaires de Pointe-Noire et du Kouilou. Il sera opérationnel dès octobre, a estimé le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou, à l'issue de la visite effectuée, le 30 juillet, sur le site. Les travaux en cours concernent

l'amphithéâtre, le bloc administratif, les laboratoires. Les salles de classe sont déjà achevées. Les ouvriers congolais et chinois sont à pied d'œuvre.

Page 15

MUSIQUE

Décès à Pointe-à-Pitre de Jacob Desvarieux

Le légendaire guitariste Jacob Desvarieux, considéré comme l'un des pères du groupe Kassav, est mort, vendredi 30 juillet, à l'âge de 65 ans au CHU de Pointe à Pitre, Guadeloupe, des suites de Covid-19, ont annoncé les médias antillais. L'artiste, diabétique, avait été hospitalisé le 12 juillet dernier après une visite de contrôle liée à sa greffe rénale.



Page 16

DISPARITION

Dernier hommage au roi Makoko Auguste Nguempio

Page 5

COOPÉRATION

431 médecins et techniciens formés à Cuba regagnent le Congo

Page 9

Éditorial

Capitalisme

Page 2

ÉDITORIAL

Capitalisme

En complément de ce que conclut la Réflexion sur la COP 26 publiée dans la dernière page de ce numéro, soulignons ici le fait qu'en trois mois les Gafam – Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft – ont cumulé plus de 60 milliards d'euros de profits. Autrement dit que les géants du numérique n'ont jamais gagné autant d'argent, ni engrangé autant de bénéfices dans les comptes de leurs propriétaires.

Si l'on ajoute à ce chiffre les sommes faramineuses que les grandes entreprises industrielles des cinq continents ont-elles-mêmes mises de côté, l'on conclut qu'en moins de trois mois et malgré la crise économique qui résulte de la pandémie du coronavirus jamais, ou presque, les riches capitalistes n'ont autant prospéré. Ceci alors même que des centaines de millions, des milliards d'êtres humains se trouvent confrontés à une crise économique que le dérèglement climatique aggrave de jour en jour.

A quelques semaines de la tenue de la vingt-sixième conférence mondiale sur le climat, il convient donc, en effet, de dénoncer le fossé qui ne cesse de s'approfondir entre quelques dizaines de multimilliardaires et le reste de l'humanité. Un fossé dans lequel s'enfoncent tout particulièrement le continent le plus peuplé de la planète, l'Afrique, notre Afrique, dont la Covid-19 aggrave de jour en jour les difficultés. Avec en toile de fond le scandale absolu que constitue la très faible livraison des vaccins sur le continent – 100 millions de doses à la date du 1er juillet au lieu des 800 millions promises ! – et la très faible vaccination des Africains – 1 % des 3,5 milliards d'injections réalisées dans le monde ! –.

Ce que démontrent les événements tragiques que nous vivons aujourd'hui est bien le fait qu'au lieu de résoudre les problèmes auxquels se trouvent confrontés les peuples dits émergents, le système économique et financier actuel, sur lequel surfent les ultra-capitalistes de l'hémisphère nord, les aggrave bien au-delà du raisonnable. Autrement dit, plus l'économie mondiale se développe plus elle profite aux riches et ignore les pauvres de la planète. Croire qu'un tel système prolifèrera longtemps encore est une illusion dont les Etats et les gouvernements feraient bien de se débarrasser sans attendre car tôt ou tard il provoquera une révolution planétaire qu'ils paieront au prix fort.

Les Dépêches de Brazzaville

PORT DE BRAZZAVILLE

L'ensablement menace les quais

Le port autonome de Brazzaville tourne au ralenti à cause de l'étiage et de l'ensablement, a-t-on appris, le 30 juillet lors d'une visite des membres du bureau de la commission Plan, Aménagement du territoire et Infrastructures de l'Assemblée nationale.



Le Beach de Brazzaville envahi par le sable Photo Adiac

Conduite par son président, Blaise Ambeto, cette commission a visité les compartiments du port autonome de Brazzaville et ports secondaires (PABPS) ; le Beach de Brazzaville et le port de Yoro. Il ressort que le débarcadère fait face à une décrue des eaux due à la saison sèche qui occasionne l'ensablement des quais.

A cause de cela, le Beach est pour l'instant délocalisé au port public à passagers où s'effectue actuellement tout le trafic d'embarquement et de débarquement. En raison de l'étiage et de l'ensablement, ont souligné les autorités portuaires, les bateaux en provenance de la République démocratique du Congo ou des autres pays de

la sous-région éprouvent de sérieuses difficultés pour accoster aux quais. « Nous avons posé aux membres de la commission Plan, Aménagement et Infrastructures, deux problèmes majeurs, notamment l'étiage et l'ensablement qui menacent dangereusement les quais. Nous espérons que le parlement agira au plus vite afin que le port retrouve ses lettres de noblesse et continue à jouer son rôle de port de transit dans la sous-région », a indiqué, Daniel Molongandzeyi, directeur général du PABPS.

Le port autonome de Brazzaville souffre aussi du manque des structures administratives et infrastructures techniques adéquates. Celles existantes, en ma-

jeurité héritées de l'administration coloniale sont, pour la plupart, en désuétude totale, selon le directeur du PABS.

« Nous avons visité toutes les structures du port, le constat est alarmant. Nous allons auditionner le ministre en charge des Transports parce qu'une telle structure qui génère des fonds ne peut être abandonnée à ce point. Le problème fondamental ici c'est l'ensablement, car déplacer le Beach où il y avait le minimum des conditions pour un autre endroit doit interpellier la nation. Le gouvernement doit vite agir pour sauver l'infrastructure importante », a souligné Blaise Ambeto.

Firmin Oyé et Guillaume Ondzé

LÉGISLATIVES 2022

Les Nations unies souhaitent des élections apaisées

Une délégation du bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale a échangé, le 30 juillet à Brazzaville, avec des représentants de la majorité présidentielle sur les préparatifs des élections législatives de 2022. Elle a émis le vœu que ce scrutin se tienne dans un climat apaisé.

La délégation onusienne a été conduite par Samuel Gahidi et la majorité présidentielle par Jean-Marc Thystère Tchicaya. Les deux parties ont fait le point du

niveau d'exécution des recommandations adoptées à l'issue de la concertation politique tenue du 25 au 27 novembre 2020 à Madingou, chef-lieu du département de la Bouenza, organisée pour préparer l'élection présidentielle du 21 mars dernier.

« Le Congo est un pays de dialogue. Il y a un an, une concertation politique a été organisée à Madingou, il était donc question de faire le point de l'évolution de la mise en œuvre des conclusions de ces assises, en relation avec la suite du processus électoral. Nous avons voulu surtout savoir comment se préparent

les élections législatives de l'année prochaine », a indiqué Samuel Gahidi. S'agissant des élections législatives de 2022 proprement dites, le bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale a voulu comprendre le niveau des préparatifs à la date d'aujourd'hui, notamment ce qui reste à faire et comment procéder pour garantir des échéances apaisées, crédibles et sans remous. L'objectif du bureau régional de l'Onu étant de préparer les conditions permissives d'un scrutin crédible et transparent.

F.O.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimmo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ALIMENTATION

Le Congo renforce son système de contrôle de sécurité sanitaire

Le nouveau plan d'action national approuvé, le 29 juillet, prévoit la création d'une agence de contrôle de la qualité des aliments produits au niveau local et issus de l'importation.



Les participants au séminaire national/Adiac

Le contrôle de la qualité des aliments destinés à la consommation des Congolais reste un défi pour les pouvoirs publics. Les associations de défense des droits des consommateurs tirent régulièrement la sonnette d'alarme au sujet de l'hygiène des aliments, notamment des mauvaises conditions de conservation et commercialisation des produits congelés importés.

À l'ouverture des travaux d'examen par les experts du rapport, le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, a insisté sur l'intérêt d'améliorer le dispositif national de contrôle qualité des aliments. L'objectif de l'atelier, a-t-il ajouté, était de s'assurer que le nouvel outil proposé s'inscrit effectivement dans les stratégies nationales de développement et que des initiatives

prévues s'arriment aux standards internationaux de la sécurité des aliments.

Le dispositif va être mis en place de façon progressive, grâce au soutien attendu des partenaires des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de la Banque mondiale à travers le Projet d'appui au développement d'agriculture commerciale. Le rôle de la FAO est connu en la matière, à partir des exploitations agricoles, la conservation, la distribution et la commercialisation.

L'agence onusienne est l'unique partenaire, a réitéré sa représentante résidente en République du Congo, Yannick Ariane Rasoarimanana, qui supervise tous les aspects de la filière alimentaire, offrant ainsi une aide aux États pour la sécurité sanitaire des aliments.

« Dans un contexte de la pandémie

de Covid-19, la FAO soutient le programme d'intervention et de redressement de la sécurité sanitaire des aliments. Ce programme vise à empêcher que la pandémie ne perturbe le fonctionnement des systèmes alimentaires qui sont essentiels pour la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et les économies locales », a indiqué la représentante de la FAO.

Il faut noter que le nouveau plan d'action national de sécurité sanitaire des aliments soutient une approche intégrée et multidisciplinaire de la gestion de la sécurité sanitaire des aliments, ainsi que les solutions globales et réalisables axées sur la filière alimentaire aux problèmes spécifiques concernant la sécurité sanitaire des aliments.

Fiacre Kombo

NUMÉRIQUE

La menace ransomwares au cœur d'un webinaire

Dans le but de garantir un écosystème numérique national, sécurisé et attractif, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Léon Juste Ibombo, a ouvert le 29 juillet à Brazzaville un webinaire sur la menace ransomware.

La première session de travail vise, entre autres, à amener les participants à comprendre les concepts d'attaques ransomwares, à saisir les évolutions et l'anatomie de la menace de ce logiciel malveillant, ainsi que les moyens de défense adaptés contre ces menaces et attaques.

Le ransomware est un logiciel malveillant qui chiffre les données personnelles, puis demande une rançon en échange de la clé qui permet de les déchiffrer. Il s'invite à votre insu sur un pc, un smartphone ou une tablette via une pièce jointe à un e-mail ou via un site piraté qui contient un lien frauduleux sur lequel vous cliquez malencontreusement. En effet, une attaque massive par ce logiciel pourrait impacter des milliers d'entreprises à travers le monde.

Aussi, c'est l'une des principales menaces de l'intégrité des données des entreprises et des administrations tant publiques que privées. Considérant le fait qu'aucune solution universelle contre cette menace existe, le ministre Ibombo estime qu'il est nécessaire de mettre en œuvre une stratégie nationale du développement de l'économie numérique, de l'implémentation des infrastructures indispensables et d'un cadre cyber législatif.

Notons que ce webinaire considéré comme un excellent cadre d'échange d'expériences et de réflexion sur des questions numériques a été organisé par la direction générale du développement de l'économie numérique en partenariat avec la DSI Club et la société Symantec.

Gloria Imelda Lossele

LE FAIT DU JOUR

Main dans la main

Peut-être la plus belle image de cette année 2021 pour les Ivoiriens ? Le 27 juillet, Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo se tenaient dans la main devant les caméras pour manifester aux yeux de leurs compatriotes et du reste du monde leur désir de paix et de réconciliation. Le premier est au pouvoir depuis que son prédécesseur l'a quitté en 2011, après onze années d'exercice. Il n'était pas parti de son propre gré et cela peut expliquer le grand intérêt suscité par cette rencontre rendue possible grâce à l'acquiescement de l'ex-président par la Cour pénale internationale qui le poursuivait pour crimes contre l'humanité.

Plus d'un mois auparavant, le 17 juin, quand il a regagné la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo avait indiqué, à travers un certain nombre de postures gestuelles et discursives qu'il ne renoncera pas à son combat politique. Il a ainsi profité de sa rencontre avec l'autre ancien président ivoirien, Henri Konan Bédié, dont il est devenu un allié, pour jeter la pierre dans le jardin du président en

poste, Alassane Ouattara. En considérant notamment que ce dernier lui avait nettement « volé » sa victoire à la présidentielle de 2010 à la contestation de laquelle sont nées de graves dissensions suivies de violences meurtrières dans leur pays.

Avec la patience qu'on lui connaît, le président Ouattara s'était abstenu de commenter les déclarations de son ami de longue date, le temps sans doute de le recevoir et de lui parler de vive voix au palais présidentiel, lieu symbolique pavé de solennités et même de sobriétés. Une demi-heure d'entretien, les voilà qui conviennent de passer l'éponge sur ce passé peu glorieux qu'ils ont ensemble fomenté et sur les chroniques duquel leurs concitoyens retiennent forcément des choses divergentes.

Certes, pour le commun des Ivoiriens friands du moindre geste, de la moindre parole de leurs leaders respectifs, le pas franchi par les deux hommes sur le chemin de la réconciliation nationale mérite des éloges. Ils ont raison quand on scrute la profondeur des rancœurs semées sur

ce chemin par les violences rappelées plus haut et ayant fauché tant de vies. Pour les familles que le souvenir des années 2010-2011 et même bien avant signifie larmes, douleurs, plaies, perte d'un être cher, commuer des absences irremplaçables par le large sourire lâché par leurs dirigeants peut contribuer à creuser encore un peu plus dans les blessures non cicatrisées.

La vérité est que les peuples l'apprennent au long de l'histoire des nations qu'ils forment : quand ils ont des comptes à régler, les entrepreneurs politiques sont capables du meilleur et du pire. La magie réside dans le fait que quelles qu'en soient les circonstances, ces derniers peuvent toujours compter sur la fidélité indéfectible de leurs partisans. C'est pour cela qu'il est difficile de prédire les conséquences des choix qui sont les leurs quand la soif les étirent d'en découdre à tout prix.

En 2010-2011, on avait eu l'impression que Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara ne s'adresseront plus la parole ; que le trio Alassane Ouattara-Henri Konan

Bédié -Guillaume Soro était soudé pour la vie ; que l'ex-Premier ministre Pascal Affi N'Guessan, si proche de Laurent Gbagbo, garderait le « temple » FPI (Front populaire ivoirien) jusqu'au retour de son grand compagnon. La réalité est dans ce que constatait le philosophe : tout est changement, tout est mouvement.

A ceux qui sont d'élan à brûler la maison du voisin pour des querelles de pouvoir, en Côte d'Ivoire ou ailleurs, d'apprendre beaucoup des classes politiques de leurs pays. Elles sont pour tout dire composées d'hommes et de femmes qui ont le sens de la guerre et de la paix, entretenant souvent avec habileté le jeu de leurs intérêts communs. Il vaut mieux donc, pour l'équilibre des sociétés, que les peuples fassent la paix éternellement avant ces hommes et ces femmes à qui Dieu prête longue vie. Dans son infinie magnanimité, le Très-Haut les récompense en quelque sorte de la mission qu'ils reçoivent de lui de bâtir les nations et non pas de les détruire. En principe !

Gankama N'Siah

DETTE INTÉRIEURE

Près de 600 entreprises non enregistrées

Le Collectif des opérateurs économiques du Congo (Copéco) a dénoncé le 30 juillet à Brazzaville, lors d'une réunion, l'absence de près de 600 entreprises sur les listes de la deuxième phase de l'audit des arriérés commerciaux de la période 2003-2013 et 2017-2018 publiée récemment par le ministère des Finances.

« Nous avons constaté qu'il y a près de 600 entreprises qui ne se sont retrouvées nulle part c'est-à-dire ni dans la liste des validés, ni dans celle des non-validés. Cette situation préoccupe notre patronat », a déploré le président du Copéco, Roger Obesse.

Outre cette problématique, la question de la décote a également été au cœur des échanges des membres dudit collectif. Autrefois à 35% et considérée comme élevée, la décote devrait être revue à la baisse ou annulée. Selon Roger Obesse, la hausse de la décote défavorise l'ensemble des opérateurs économiques qui ont d'autres charges à gérer, notamment les charges sociales, fiscales, celles dues aux banques et aux bailleurs de fonds. Le Copéco a dans le même élan réclamé le paiement de la totalité des créances auditées afin de permettre aux entreprises de re-



Des membres du Copéco/Adiac

prendre les activités en vue de relancer l'économie nationale.

S'agissant de la période de réclamation de quinze jours à la Caisse congolaise d'amortissement accordée aux créanciers dans le cadre des résultats de l'audit de la dette commerciale récemment publiés, le collectif demande au gouvernement que la date de ces réclamations soit avancée de 10 jours pour permettre aux entreprises de venir faire

des requêtes en présentant des justificatifs par rapport aux dossiers manquant ainsi qu'au motif de rejet.

Quant à la période 2014-2016 déjà clôturée et dont le ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille public soulignait que l'audit ne ferait l'objet d'aucune réclamation, le collectif a demandé une indulgence. « Le Copéco a demandé aux créanciers qui ont des situations des dossiers qui ne se

retrouvent nulle part, à savoir ni dans les listes des validés comme dans celles des non-validés de se rapprocher du bureau dudit collectif afin de faire un recensement général en vue de présenter cette situation jugée préoccupante pour notre syndicat auprès du ministère des Finances », a signifié Roger Obesse.

Au terme de la rencontre, le collectif a demandé la prise en compte par le gouvernement des entre-

prises ayant presté en période Covid-19. La question sur les créances 2021 actuellement en instance de paiement au Trésor a également été évoquée. « Nous demandons un dialogue avec le ministère des Finances pour que celui-ci se rapproche des syndicats afin de trouver des solutions adéquates en faveur des créanciers », a déclaré le président du Copéco, Roger Obesse.

Notons que la réunion des membres du Collectif des opérateurs économiques du Congo visait à échanger sur la publication des résultats de l'audit publiés par le ministère des Finances dans le but de trouver des stratégies pour faire face aux différentes situations auxquelles sont confrontés ces derniers. Ils ont, à cet effet, invité le ministère des Finances à un dialogue permanent avec le patronat pour une prise de décision équilibrée.

Gloria Imelda Lossele

MINES SOLIDES

Le Sénat approuve une convention d'exploitation du cuivre à Mfouati

La chambre haute du Parlement a adopté le 30 juillet le projet de loi portant approbation de la convention d'exploitation minière entre le Congo et la société de recherches minières (Soremi), dans le district de Mfouati, département de la Bouenza.

Signé le 21 février 2008, le projet d'exploitation minière s'exécute au village Mbandza dans le district de Mfouati. Il se développe en quatre phases. La première déjà achevée a consisté à la construction d'une usine de traitement des minerais de cuivre d'une capacité d'environ 20 mille tonnes de cathodes de cuivre par an. Le second module a porté sur la réalisation des essais métallurgiques de récupération du zinc et du plomb à partir des minerais du gisement de Yanga-Koubenza, situé à quelques encablures de Mfouati. Il faut ajouter à cela la construction de l'une unité de traitement des minerais de zinc devant produire 25 mille tonnes de cathodes de zinc par an, ainsi qu'une autre unité de traitement des minerais de plomb, d'une capacité de 20 mille tonnes par an.

La dernière phase du projet dépend de la réussite des re-



L'usine de Soremi à Mfouati

cherches géographiques des deux permis d'exploitation de la société. Les investissements réalisés à ce jour sont estimés à 294.550.000 dollars US. Dans le cadre de sa responsabilité sociétale, l'entreprise a déjà réalisé plusieurs actions qui contribuent au bien-être des populations locales.

Il s'agit de la construction des forages d'eau ; la rénovation du collège de Boko-Songho ; la réhabilitation des ponts et routes ainsi que la remise de tables-bancs aux écoles. La société devrait aussi verser une somme de 30 millions de francs CFA par an aux populations des deux districts pour soutenir leurs activités socio-économiques. Le projet prévoit 1200 emplois directs.

Le Sénat a, à l'occasion, procédé à l'amendement de l'article 20 de son règlement intérieur qui renforce ses prérogatives dans la lutte contre la corruption.

Firmin Oyé

COOPÉRATION CONGO-RUSSIE

Un scientifique russe sera décoré à Brazzaville

Vladimir Balabanov, âgé de 83 ans, recevra le 5 août dans la capitale congolaise une distinction honorifique à titre exceptionnel, des mains du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, en sa qualité de grand maître des ordres nationaux.



Vladimir Balabanov reçu par la ministre Edith Delphine Emmanuel

Le chercheur russe qui sera décoré fut le premier directeur du laboratoire vétérinaire de Brazzaville dans les années 1970. Vladimir Balabanov a ainsi contribué, entre autres, au travail scientifique de diagnostic des maladies animales qui affectent aussi l'homme, du fait de la proximité, au point de causer des épidémies et pandémies. « J'ai travaillé au Congo d'abord comme chercheur lors de ma première mission avant de devenir le premier directeur du laboratoire vétérinaire de Brazzaville par la suite », a-t-il expliqué à son arrivée à l'aéroport Maya-Maya où il a été reçu, dans la soirée du 29 juillet, par la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel.

L'arrivée de Vladimir Balabanov, qui n'en est pas une première, a-t-elle indiqué, est un motif de satisfaction et un témoignage réel de l'excellence de la coopération entre la Russie et le Congo qui date de plus d'un demi-siècle dans plusieurs secteurs, notamment scientifique et technologique.

A dire vrai, par le passé, Vladimir Balabanov avait été décoré en novembre 1985. Cette année-là, le scientifique russe recevait à titre exceptionnel le grade d'Officier dans l'ordre du dévouement congolais.

Rominique Makaya

DISPARITION

Hommage au 17^e roi Makoko Auguste Nguempio

Décédé le 8 juin dernier à Mbé à l'âge de 97 ans, le roi Makoko Auguste Nguempio a été porté en terre le 31 juillet dans l'intimité familiale. Mais un jour avant, la République lui a rendu hommage au cours d'une cérémonie patronnée par le Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso.

Dans son oraison funèbre, le ministre de la Culture et des Arts, Dieudonné Moyongo, a indiqué qu'après le Makoko Iloo 1er qui signa le traité d'alliance avec Pierre Savorgnan De Brazza et qui régna pendant 18 ans, Auguste Nguempio est le second en terme de longévité au trône, car il aura régné pendant 17 ans.

Dans ses rapports avec les autorités locales, le roi Nguempio a toujours fait preuve de tact. Il avait une grande capacité d'écoute, ce qui est le propre du sage éclairé par l'expérience de la vie. Il n'avait cessé d'entretenir une collaboration fructueuse avec les autorités publiques, notamment dans le traitement du dossier d'inscription du domaine royal de Mbé au patrimoine mondial de l'humanité, a expliqué le ministre Moyongo, soulignant l'appui d'Auguste Nguempio dans la construction du palais royal.

« Sa Majesté Auguste Nguempio aura été durant tout son règne, un homme de paix, se situant toujours au-dessus des clivages et prônant toujours le dialogue. Puisse cette philosophie être le principal héritage qu'il nous laisse et la racine nourricière au sein de votre communauté. A toi Auguste Nguempio roi de Mbé, la République reconnaissante par ma voix, t'adresse un suprême adieu », a conclu le ministre de la Culture et des Arts.

Bruno Okokana

BIBLIOTHÈQUE NUMÉRIQUE

Deux Congolais lauréats du concours régional

Armelon Roodney Nkondia et Léon Robland ont occupé respectivement la deuxième et la troisième place à l'issue du jeu concours bibliothèque numérique de l'espace universitaire Francophone (BNEUF) régional présenté le 29 juillet, par visioconférence, au Campus numérique francophone de Brazzaville.



Les candidats lors de la publication des résultats du jeu concours (Adiac)

Plus de 500 personnes (étudiants, enseignants, chercheurs, communicateurs) ont montré leur véracité dans la recherche en moins de 30 mn lors de la compétition organisée par la direction de l'Agence universitaire de la Francophonie en Afrique centrale et des Grands Lacs dans toutes ses implantations.

A l'issue de la compétition, Armelon Roodney Nkondia a été sacré deuxième avec une performance de 76 % après le lauréat Oumarou Bouba du Cameroun avec 77%.

Léon Robland Okombé, étudiant à l'École nationale supérieure et polytechnique en master 2, en télécommunication est sorti avec une performance de 75%. Pour lui, le test n'a pas été facile car il fallait répondre à plusieurs questions sur l'espace de la bibliothèque numérique en moins de

30 mn. « Grâce à ce concours, j'ai découvert l'existence des réseaux sociaux dont l'espace est doté de cours en ligne », a-t-il confié.

Le concours avait pour objectif de vulgariser l'usage de la bibliothèque numérique de l'espace universitaire francophone, une plateforme décidée en janvier 2015 à la suite de la réunion des ministres de l'Enseignement supérieur.

Il s'inscrivait dans l'axe 8 de la stratégie 2017-2021 de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) afin de renforcer la contribution des établissements membres au développement linguistique et culturel en incluant la culture scientifique et technique. Interrogé sur le prix des lauréats, le responsable du Campus numérique francophone de Brazzaville, Achille Somba, a assuré les récipiendaires de

la remise des équipements qui leur permettront de faire des recherches ainsi que la possibilité de se connecter pendant une durée déterminée au Campus numérique.

L'accès à la bibliothèque, poursuit-il, est gratuit au public sur le site: www.bneuf.org. La direction envisage d'organiser dans les tout prochains jours le concours régional d'étudiants-entrepreneurs pour favoriser et accompagner les expérimentations.

D'après le constat de l'Agence, l'accès au numérique demeure un problème majeur qui mine les universités de l'Afrique francophone en général. A cet effet, l'AUF s'est engagée à faciliter l'accès à ces ressources par la mise en place de la bibliothèque numérique de l'espace universitaire francophone.

Lydie Gisèle Oko

COMMÉMORATION

Les organisations des droits de l'homme saluent l'œuvre de Loamba Moké

L'Association pour les droits de l'homme et l'univers carcéral (ADHUC) en partenariat avec l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) ont organisé le 31 juillet à Brazzaville une journée d'hommage au président de l'Adhuc, Loamba Moké, décédé le 31 juillet 2019.

Organisée en présence de plusieurs invités parmi lesquels les représentants du ministère de la Justice et des Droits humains et de la Commission nationale des droits de l'homme, la rencontre a été marquée par la projection d'un film retraçant le séjour de Loamba Moké en Suisse et à la tribune des Nations unies où il expliquait la situation des droits de l'homme dans son pays.

Ainsi un hommage a été rendu à l'œuvre accomplie par ce défenseur des droits humains, fondateur de l'Adhuc. La coordonnatrice de la cellule exécutive du programme concerté pluri-acteurs, Olga Mireille Kabanabandza, a souligné la dis-



ponibilité et le dévouement de l'illustre disparu.

Loamba Moké a également travaillé dans la plateforme dénommée « Groupes vulnérables et droits humains ». Il était engagé dans la défense des droits de

l'homme, a-t-elle soutenu. « J'ai connu le président Loamba Moké en 2013 lorsque nous commençons le processus du recensement administratif spécial. Il a beaucoup inspiré ceux qui voulaient avancer en matière de défense des droits de l'homme. Il a été aux avant-postes dans l'élaboration des documents relatifs aux droits humains », a déclaré l'assistant en charge de l'administration au Conseil consultatif de la société civile,

Ghislain Ambou.

L'Adhuc et l'Acac-Congo ont par ailleurs proposé de commémorer chaque 31 juillet, l'œuvre de ce défenseur des droits humains.

Jean Jacques Koubemba



Fonds d'Impulsion de Garantie et d'Accompagnement

Brazzaville, le 28 Juillet 2021

DIRECTION GENERALE

N° - - 0 1 0 5 /MPMEA/FIGA/DG

COMMUNIQUE DE PRESSE

La Direction Générale du Fonds d'Impulsion, de Garantie et d'Accompagnement des Très Petites, Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat informe les responsables des structures d'appui aux TPE et PME, intéressés par l'avis d'appel à candidatures du 20 juin 2021 relatif au recrutement des cabinets conseil aux entreprises, des centres de gestion agréés, des consultants individuels et experts sectoriels, que la date de clôture de dépôt des dossiers de candidature interviendra le 31 juillet 2021 à 17heures précises.

Le Directeur Général



Armel Fridelin MBOULIKOUÉ

AFRIQUE

Odile Renaud-Basso explique la logique d'expansion de la BERD

Selon les récentes conclusions des Etats membres de l'Union européenne (UE) sur la nécessité d'une forte mobilisation des ressources dans les PMA et les pays fragiles, et les endroits envisagés pour l'éventuelle expansion de la BERD en Afrique subsaharienne, la présidente apporte des éclairages.

La présidente de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a précisé que rien n'est encore décidé sur « l'expansion » de la Banque et qu'il n'y a pas de liste de pays. Mais la situation de certains Etats a été examinée, sans toutefois qu'une quelconque décision soit prise. « Cela nécessite une discussion plus approfondie et la décision sera préparée pour l'année prochaine », a-t-elle déclaré. Elle a rappelé que la BERD intervient beaucoup sur le secteur privé, pour contribuer à l'augmentation de projets et d'investissements. « Les pays [avec un secteur privé existant] ont également une sorte d'effet régional, créant une stabilisation dynamique au niveau régional. Donc plus la situation est bonne au Sénégal ou en Côte d'Ivoire, plus elle a d'impact sur les pays sahariens », a-t-elle relevé.

Odile Renaud-Basso rappelle



Odile Renaud-Basso

que les expansions de la BERD se sont faites, jusqu'ici, dans une logique d'accompagnement de la transition de pays importants et très proches du voisinage européen. C'est donc dans cette même logique que la Banque se dirige vers l'Afrique, dont « la

stabilisation et le développement sont essentiels pour la stabilité de l'Europe », a-t-elle souligné. Mais elle reconnaît que « c'est une discussion complexe », convenant que « toute expansion serait progressive », et déplorant la suspension des

discussions pendant la pandémie de Covid-19. En cause, « une énorme incertitude » créée par la crise, quant à la situation en termes de capital de la BERD. Elle s'interroge donc sur la capacité de la BERD à se développer en Afrique, et dans plusieurs nouveaux pays sans augmenter de capital. Parmi les projets ciblés par la présidente de la BERD en Afrique, il y a le financement vert, les infrastructures, en partenariat avec la Banque africaine de développement (BAD).

Le partenariat entre la BERD et la BAD

En marge du Sommet sur le financement des économies africaines qui s'est tenu en mai à Paris, les deux banques, la BERD et la BAD ont signé un accord de partenariat, pour augmenter et consolider le financement des infrastructures et du secteur privé en Afrique. La présidente de la BERD avait défini les objectifs

principaux de ce partenariat : « Le développement du secteur privé, le développement des marchés des capitaux, le financement d'infrastructures favorables à la transition énergétique. Dans ces domaines-là, on s'engage à regarder les projets sur lesquels on peut faire des cofinancements, pour améliorer l'efficacité de nos financements et aider les pays dans lesquels on intervient ». Ce partenariat devient indispensable pour relever l'un des défis majeurs pour accélérer la croissance en Afrique : le financement des infrastructures (routes, plateformes portuaires et aéroportuaires, production d'énergie). Le partenariat entre la BAD et la BERD insiste aussi sur le financement de tous les grands projets qui participent à l'atténuation des changements climatiques. Leur ampleur fait perdre chaque année à l'Afrique 7 à 10 milliards de dollars.

Noël Ndong

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

A LA DEMANDE DU : Bureau Régional pour l'Afrique de l'Organisation Mondiale de la Santé "OMS", situé à Brazzaville, cité du djoué ;

Le Groupement des Commissaires-Priseurs, Maîtres ESSEBO Benoit et LANDZE Edgard.

PROCEDERA:

Le Samedi 07 août 2021 à 09 (NEUF) heures précises ;

sous le strict respect des règles barrières, dans l'enceinte de l'OMS Afrique, cité du Djoué de Brazzaville ;

A la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, de plusieurs effets et biens usagers de l'OMS, constitués:

- Des Véhicules : TOYOTA Bus Coaster, Land Cruiser S/W et Camion IVECO ;
- Du mobilier et fournitures de bureau : Rames de papiers A4 en couleur, registres ;
- Du matériel informatique : Laptops, dockings station, téléphones isco, ordinateurs, vidéo projecteurs, chaises, tables et plusieurs autres mobiliers, téléviseurs plasma, mallettes, production badges, micro phone et d'autres effets;
- Des appareils électroménagers : Réfrigérateurs, cuisinières et autres ;
- Du matériel de plomberie et vitrerie : WC, supprimeurs, pompe à eau et plusieurs matériels.
- Des ascenseurs en pièces détachées ;
- Des chambres froides complètes ;
- Des pièces de rechanges neuves : des bus Toyota Coaster et Hiace, Suzuki et autres ;
- Ainsi que divers autres biens et effets.

Toute personne intéressée à participer à ladite vente est priée de payer avant la vente, afin d'obtenir un numéro de participation, une caution remboursable ou déductible de:

- 500 000 FCFA pour les véhicules;
- 100 000 FCFA pour les autres articles.

L'enregistrement, la visite des biens mis en vente commence le vendredi 30 juillet 2021, de 09 heures à 16 heures à l'OMS cité du djoué.

Les véhicules sont vendus sous douane et leur enlèvement par l'acheteur ne peut se faire qu'après paiement du prix intégral et apurement des droits et taxes de douane.

Les autres conditions de vente seront remises à chaque soumissionnaire au moment du versement de la caution à la cité de l'OMS ou au siège du groupement situé au n°05, rue Louis TRECHOT en face de la Primature.

Fait à Brazzaville, le 22 juillet 2021

Pour le groupement
Un des Commissaires-Priseurs

Groupement P.H.J.
Commissaires - Priseurs
Maîtres ESSEBO Benoit & Edgard LANDZE

Pour toute information contacter :

- Maîtres :
- ESSEBO Benoit, Tél. : 05 551 07 22 / 06 634 70 27
- LANDZE Edgard, Tél. : 05 558 75 85 / 06 665 23 41

CÔTE D'IVOIRE

La CPI abandonne les poursuites contre Simone Gbagbo

La Cour pénale internationale (CPI) a annoncé, le 29 juillet, avoir levé le mandat d'arrêt international émis à l'encontre de l'ex-première dame de Côte d'Ivoire, Simone Gbagbo.

L'épouse de l'ancien président ivoirien, Simone Gbagbo, n'est plus poursuivie par la justice internationale. Elle avait été accusée de crimes contre l'humanité lors de la crise post-électorale de 2010-2011.

« La Chambre considère qu'il est approprié de décider que le mandat d'arrêt contre Simone Gbagbo cesse d'être effectif », a indiqué la CPI, répondant à une demande du procureur, dans une décision datée du 19 juillet. Son avocat, Ange Rodrigue Dadjé, a apprécié la décision qu'il a qualifiée de bonne pour Simone Gbagbo qui pourra désormais librement voyager à travers le monde entier. « Cette levée du mandat vient boucler définitivement les poursuites dont faisaient l'objet les Gbagbo devant la CPI », a-t-il indiqué.

Simone Gbagbo était réclamée par la CPI depuis 2012 pour quatre chefs de crimes contre l'humanité (meurtre, viol, autres actes inhumains et persécution), commis pendant la crise politique qui avait secoué la Côte d'Ivoire il y a dix ans, et avait fait plus de trois mille morts. En mars dernier, la CPI avait définitivement acquitté Laurent Gbagbo, également poursuivi pour crimes contre

l'humanité. Ce dernier est rentré au bercail le 17 juin, après dix ans d'absence. Contrairement à son époux, Simone Gbagbo n'avait jamais été livrée à la CPI. Les autorités de son pays ont toujours estimé être en mesure de la poursuivre pour les mêmes crimes que ceux qui lui avaient été reprochés par la Cour.

Elle avait été condamnée en mars 2015 à 20 ans de prison à Abidjan pour atteinte

« Cette levée du mandat vient boucler définitivement les poursuites dont faisaient l'objet les Gbagbo devant la CPI »

à la sûreté de l'État.

Une peine insuffisante aux yeux de la justice internationale qui estimait que la Côte d'Ivoire « ne prenait pas de mesures tangibles » pour juger Simone Gbagbo, pour les mêmes crimes que ceux allégués par la CPI. Elle avait finalement été libérée le 8 août 2018, après sept ans de détention, à la suite d'une amnistie décrétée par le président Alassane Ouattara afin de favoriser la réconciliation nationale. Cette réconciliation se poursuit avec le retour de Laurent Gbagbo. Il a été reçu à la présidence par son ancien rival Alassane Ouattara, pour la première fois depuis plus de dix ans. La rencontre s'est déroulée dans une atmosphère chaleureuse.

Yvette Reine Nzaba



COMMUNIQUÉ

Chers Clients,

Congo Telecom informe la population congolaise en général, et son aimable clientèle en particulier, que les désagréments constatés sur les services Internet durant ces dernières semaines sont le fruit d'actes de sabotage planifiés par des individus malintentionnés.

Afin de toujours offrir à ses clients le meilleur service mais aussi de se prémunir contre de tels actes inciviques, Congo Telecom consent d'importants investissements pour la protection de ses installations. Cependant, en dépit de ces efforts considérables, les actes de vandalisme et de sabotage sur ses infrastructures de télécommunications persistent.

Ainsi, Congo Telecom en appelle à l'implication de tous et invite l'ensemble de la population congolaise, à se joindre à elle dans ce combat, en dénonçant via le numéro de téléphone du centre d'appels (2222), tout acte suspect observé sur son réseau (poteaux, câbles, chambres, équipements...).

Les équipes techniques de Congo Telecom ont pu rétablir le service depuis quelques jours et une plainte contre x a été déposée auprès des autorités judiciaires.

Congo Telecom vous remercie pour votre compréhension et votre accompagnement dans ce défi qui sera relevé.



AFRIQUE CENTRALE

Poursuite du processus d'intégration régionale

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) se sont réunis, le 30 juillet par visioconférence, sur initiative du président en exercice, Denis Sassou N'Guesso.

Au cours de la réunion, les participants ont échangé sur l'adoption des décisions prises dans le cadre de la mise en œuvre du processus d'intégration régionale et la situation politico-sécuritaire qui prévaut dans la sous-région. Sur proposition du Conseil des ministres, ils ont aussi adopté plusieurs décisions dans divers domaines, visant à accélérer le processus d'intégration régionale. S'agissant de la paix et sécurité, les participants ont noté que la situation est restée stable dans la région « *malgré quelques difficultés observées dans certains Etats membres* ». Au plan politique, ils se sont félicités de la bonne tenue des processus électoraux organisés dans la région, « *même si les décisions de boycott prises par certains partis et regroupements politiques constituent encore des motifs de préoccupation en matière d'enracinement de la démocratie dans la région* ».

Dans le domaine de la sécurité, ces derniers ont salué les efforts « *importants et louables* » menés par les Etats membres, pour faire face aux menaces contre la paix. Toutefois, une attention particulière sera portée par « *points chauds* », à savoir la situation sécuritaire en RCA, dans les régions du nord-ouest, du sud-



ouest et de l'extrême nord du Cameroun, dans la partie orientale de la RDC ainsi que les actions des mercenaires au Tchad et dans le Bassin du lac Tchad. « *La question de l'amplification du phénomène du mercenariat demeure une préoccupation pour la Communauté, surtout si on prend en compte l'injonction du Conseil de sécurité des Nations unies, sur le départ de tous les mercenaires du territoire libyen et soudanais, ainsi que la reconfiguration du dé-*

ploiement des forces françaises du Sahel », indique le communiqué final rendu public à l'issue de la conférence.

Sur la lutte anti-Covid-19, les chefs d'Etat et de gouvernement ont instruit la Commission d'accélérer la mise en œuvre de sa stratégie de lutte, en mettant en œuvre des recommandations faites, en juin dernier, par les ministres de la santé des pays de la CEEAC lors de leur réunion tenue. La Communauté note des progrès réalisés par le Tchad.

Abordant la transition en cours

Denis Sassou N'Guesso en visioconférence au Tchad, à la suite de la disparition tragique du maréchal Idriss Déby Itno, la Conférence s'est félicitée de l'engagement de la Commission.

Elle a, par ailleurs, relevé les progrès « *substantiels* » réalisés à travers la nomination d'un Premier ministre et la mise en place d'un gouvernement de transition inclusif, ainsi que l'établissement des deux comités chargés respectivement de travailler à la désignation des membres du Conseil national de transition (CNT) et de préparer la tenue du dialogue

national inclusif.

La Commission a été instruite pour accélérer la mise en œuvre de la déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement sur la situation politique et sécuritaire au Tchad. En collaboration avec la présidence en exercice, elle aura pour mission de convoquer une session extraordinaire du Comité technique spécialisé sur la défense, la sûreté et la sécurité du COPAX (Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale.)

Par ailleurs, la CEEAC a réaffirmé son engagement à appliquer le mécanisme de la Contribution communautaire d'intégration, « *afin de garantir la mise en œuvre efficace et soutenable du plan stratégique indicatif à moyen terme 2021-2025 et l'atteinte des objectifs de la Communauté* ». A cet effet, la conférence a instruit le président du Conseil des ministres et celui de la Commission de la CEEAC de mener une tournée dans les Etats membres, en vue de régulariser la situation des contributions des Etats membres.

Enfin, les participants ont saisi cette occasion pour féliciter le président en exercice de la CEEAC, Denis Sassou N'Guesso, « *pour son leadership à la tête de la communauté* ».

Yvette Reine Nzaba

COOPÉRATION

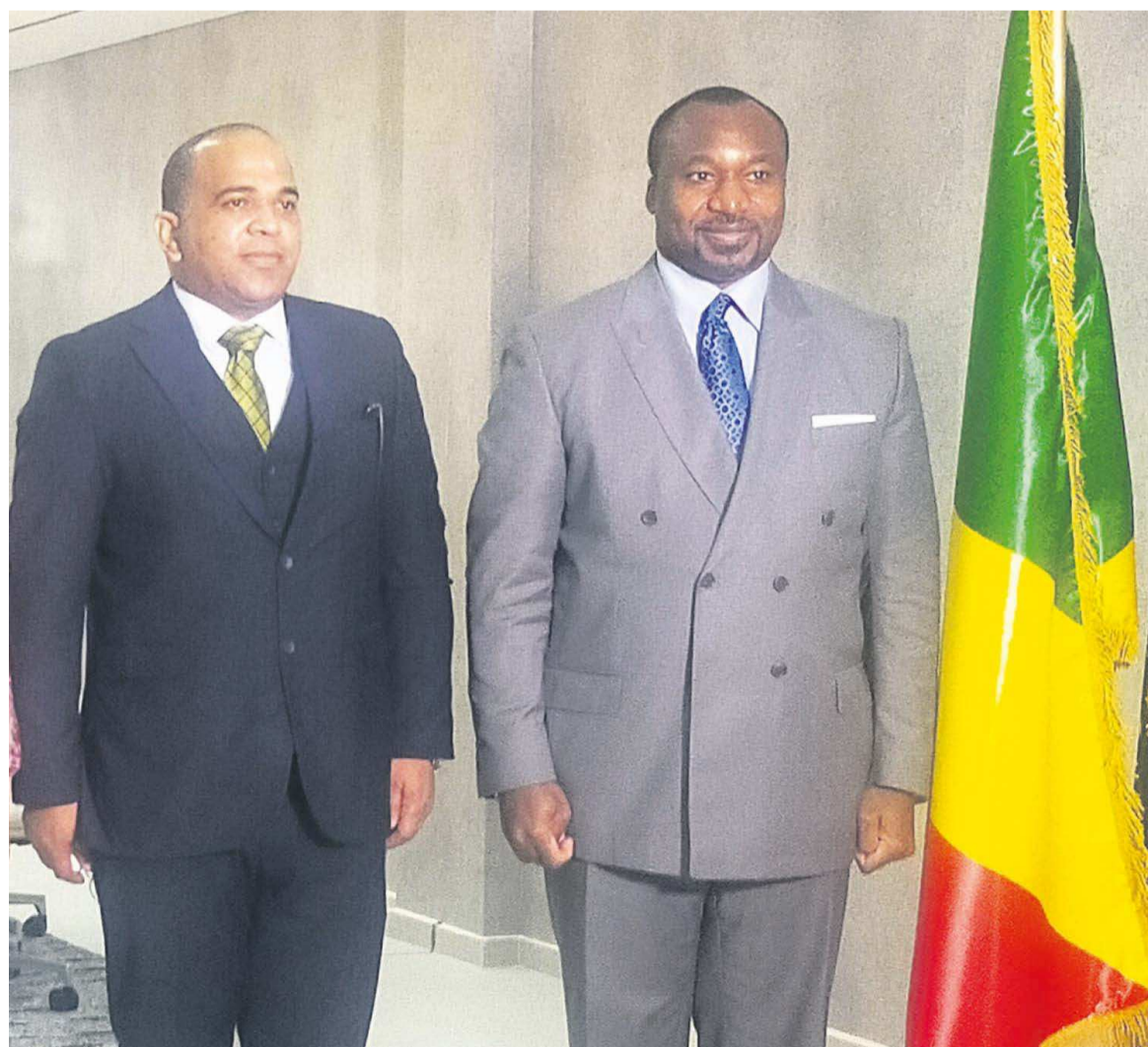
431 médecins et techniciens formés à Cuba regagnent le Congo

375 médecins et 56 techniciens de santé, formés à Cuba, devraient bientôt regagner le Congo, pour intégrer et renforcer le système de santé congolais, avec l'appui des ministères en charge de l'Enseignement supérieur et de la Santé.

Le diplomate cubain, José Antonio Garcia Gonzalez, a fait cette annonce le 30 juillet à Brazzaville, après son entretien avec le ministre de la Coopération internationale et du Partenariat public-privé, Denis Christel Sassou N'Guesso. Il s'agit du retour de la deuxième cohorte des étudiants qui viennent de finir leur formation à Cuba.

Au cours de leur discussion, les deux personnalités ont échangé de vues sur les perspectives de spécialisation des étudiants congolais en fin de cycle à Cuba. « *Ils vont venir en tant que médecins généralistes, mais le Congo a aussi besoin de spécialistes. Nous parcourons donc les possibilités de spécialisation de ces étudiants, afin de partager mutuellement nos connaissances en lien avec santé notamment les maladies tropicales qui sont déjà endémiques ici au Congo* », a fait savoir le diplomate cubain.

Par ailleurs, Brazzaville et La Havane explorent de nouvelles pistes de collaboration pour renforcer leur coopération. Outre le secteur médical, Cuba souhaite également apporter son



Le ministre de la Coopération internationale et l'ambassadeur cubain Adiac

expertise dans le domaine de l'agriculture, afin de prêter main forte au processus de diversification de l'économie congolaise. Après avoir passé en revue quelques sujets sur lesquels repose la coopération entre les pays avec le ministre, l'ambassadeur cubain a évoqué de différentes perspectives de coopération basées sur les liens historiques, culturels, politiques, commerciaux et professionnels.

Vieille de 57 ans, la coopération entre Brazzaville et la Havane est surtout axée sur la santé, la formation de médecins congolais à Cuba et l'accueil de nombreux médecins cubains dans les établissements hospitaliers et centres sanitaires congolais. En effet, le gouvernement congolais envoie depuis 2013 plusieurs centaines d'étudiants en formation en médecine à Cuba. Les finalistes de la première vague, revenus au Congo en juillet 2020, sont actuellement en stage d'imprégnation dans différentes structures hospitalières dans les villes et banlieues du pays.

Durly Emilia Gankama

OCEAN DU NORD
 DU NOUVEAU DANS LE TRANSPORT DES MARCHANDISES ET CONTENEURS
 LA LIGNE DIRECTE
POINTE-NOIRE → QUESSO
GAMBOMA-DYO-DWANDO-MAKOUA-QUESSO
TRANSPORTEZ VOS MARCHANDISES
JUSQU'AU NORD SANS PASSER PAR BRAZZAVILLE!!

Départ:
tous les Samédis

Contacts
 (+242) 06 702 15 25
 05 311 91 99



Direction : (+242) 06 587 44 60/ 05 728 88 33
 contact@oceandunord.com
 www.oceandunord.com

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
 Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
 (africaine, française et italienne)
 Essais, Romans, Bandes dessinées,
 Philosophie, etc.



Un Espace culturel pour vos Manifestations
 Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
 Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
 immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
 République du Congo

Horaires d'ouverture:
 Du lundi au vendredi (9h-17h)
 Samedi (9h-13h)

NÉCROLOGIE



Siméon Ntsayouolo, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Efouli et Ngonva, annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur grand-mère, mère, tante et soeur, Madeleine Anka, survenu le 21 juillet 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°24 bis de la rue des Fermiers à Kombo (arrêt forage derrière la Télé).

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

Victorien Leger Okiené et la famille ont le profond regret d'informer M. Jean Fidèle Okiené à Mbinda, Diogène Okiené, Patrice Ngangoué, Daniel Ntsiba à Brazzaville, les parents, amis et connaissances du décès de leur mère nommée Mme Okiené née Thérèse Bvah, survenu le 24 juillet 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°189, avenue des Trois martyrs au croisement de l'avenue Miadeka à Ouenzé.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



PROGRAMME DES OBSÈQUES
DE NORBERT BOKILO, alias Vieux Bonno



Mercredi 4 août 2021

- 9h00 : levée de corps à la morgue municipale du CHU ;
- 10h00 : recueillement au salon VIP de la morgue ;
- 11h00 : passage du cortège funèbre au domicile familial, sis au n°21, rue Loango à Poto-Poto ;
- 11h30 : messe en la basilique Sainte-Anne de Poto-Poto ;
- 13h00 : départ pour le cimetière du Centre-ville ;
- 14h30 : retour au lieu de la veillée mortuaire ;
- 16h00 : fin de la cérémonie.

La famille Bokilo.

FRANCOPHONIE

Tima Ouamba nommé suppléant de la commission documentaires

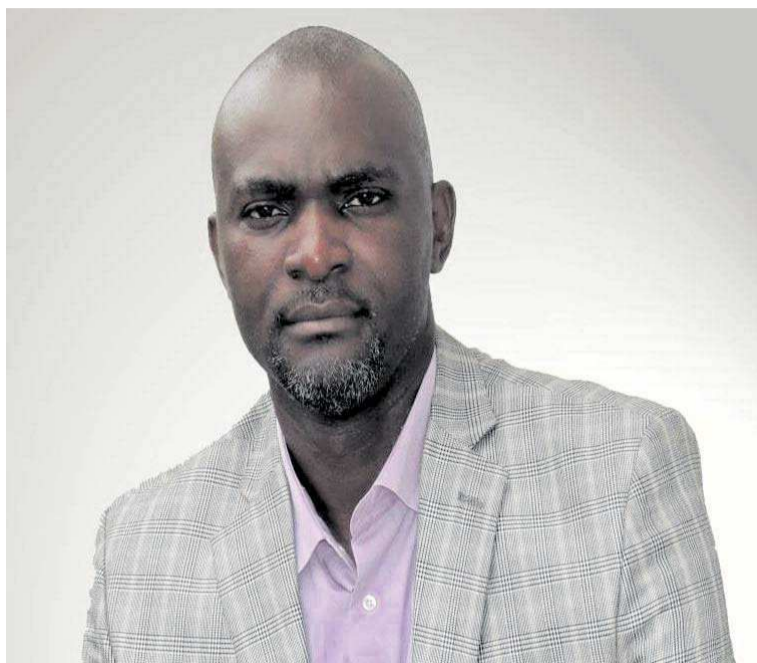
La note de nomination du réalisateur-producteur et romancier congolais, Tima Ouamba, comme suppléant de la commission « documentaires/séries » du Fonds image de la Francophonie (FIF) pour une période de deux ans, a été signée par la directrice de la langue française et de la diversité des cultures francophones, Nivine Khaked.

C'est au nom de la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo, et sur proposition de Pierre Barrot, spécialiste de programme chargé de l'audiovisuel et du projet CLAP ACP à l'OIF que Nivine Khaked a signé la note de nomination de Tima Ouamba. Aussi, dans le cas où un membre de plein droit de la commission serait empêché de prendre part à une session, Tima Ouamba pourrait être appelé à le remplacer pour la durée de cette session, allant de la réception des dossiers à la fin de la réunion de la commission, indique la lettre de nomination. Pour le réalisateur et producteur congolais, cette nomination est un honneur pour son pays car, cela fait près d'une dizaine d'années que le Congo n'a jamais été sollicité par le FIF. C'est aussi une belle reconnaissance pour les efforts qu'il a fournis depuis plusieurs années.

Tima Ouamba a déjà bénéficié d'une aide financière de ce fonds en 2008-2009, pour la réalisation de sa série télévisée, «Lieutenant Delarumba». Actuellement, Tima Ouamba est accompagné par l'OIF

et Clap ACP, l'Union européenne pour son nouveau projet de série télévisée : « Les chutes de la Loufoulakari », un Thriller/ policier de 8X52 minutes pour lequel il a également sollicité un appui local auprès des institutions publiques et privées dont la télévision nationale congolaise par l'intermédiaire du ministère de la Communication et des Médias.

Le réalisateur congolais s'est tout de même plaint du fait que près de dix ans après la série télévisée «Lieutenant Delarumba», parce que les institutions publiques et privées ne soutiennent pas le cinéma et l'audiovisuel au Congo. « Je peux comprendre la friabilité des institutions privées, compte tenu de la crise économique qui frappe le Congo depuis 2017. Mais je ne peux pas trouver d'excuses pour les télévisions locales, car elles ne participent pas à la création d'une industrie cinématographique et audiovisuelle dans notre pays. Les institutions internationales sont prêtes à soutenir la création congolaise, pour peu que nous montrions nous-mêmes de l'intérêt pour notre culture et sa



diversité», a déclaré le réalisateur congolais.

C'est quoi le Fonds image de la Francophonie ?

L'OIF agit depuis les années 80 pour le cinéma et l'audiovisuel, en particulier dans ses pays membres d'Afrique, Asie, Caraïbes, Moyen-Orient et Pacifique. Le fonds image de la Francophonie soutient le dé-

veloppement, la production ou la postproduction de films et séries (fiction, animation, documentaire) dans les pays membres de l'OIF du Sud « dits à revenus faibles ou intermédiaires » dont la liste est mise à jour régulièrement. Le Fonds est doté d'environ un million d'euros, alloué par l'OIF. Il peut être abondé par d'autres bailleurs, comme c'est le cas de-

puis 2020 du Fonds européen de développement dans le cadre de l'action CLAP ACP, qui permet de tripler le montant d'aide et de bénéficier en plus d'avantages non financiers.

La dotation du Fonds est répartie à parts égales entre deux commissions « Cinéma- Fiction » d'une part et « Documentaires/ Séries » d'autre part dont chacune se réunit deux fois par an, soit quatre sessions par an. A ces financements s'ajoutent des dispositifs d'aide au développement de projets (aides à l'écriture ou à la réécriture de scénarios, rencontres de coproduction, etc.) que l'OIF soutient ou met en œuvre par ailleurs. Notons qu'une copie de cette nomination a été envoyée au représentant personnel du chef de l'État au Conseil permanent de la Francophonie, ambassadeur de la République du Congo en France, Rodolphe Adada, ainsi qu'au correspondant national auprès de l'OIF, directeur en charge de la francophonie, Prosper Okili, et au directeur du bureau régional de l'OIF pour l'Afrique centrale (Libreville), Fadamba Madakome Waguena.

Bruno Okokana

ESSAI

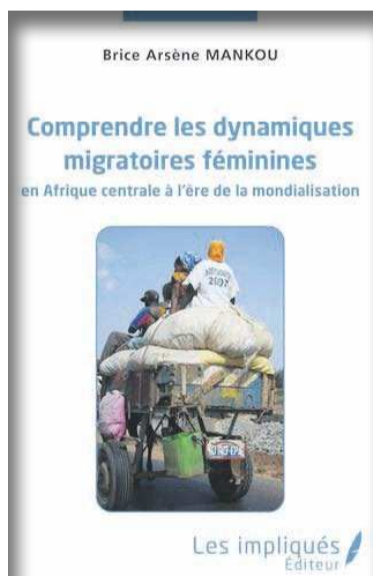
Brice Arsène Mankou publie «Comprendre les dynamiques migratoires féminines en Afrique centrale à l'ère de la mondialisation»

Comment expliquer les différents projets migratoires des femmes, colonnes vertébrales de l'économie de l'Afrique centrale ? Dans le cadre de son nouvel essai, chez les Impliqués (Éditeur), l'auteur mène une enquête de proximité.

À propos des trajectoires sociales et migratoires des femmes africaines, longtemps établis sur le modèle linéaire lié au regroupement familial, force est de constater que celui-ci est devenu protéiforme et complexe. Ce livre décrit les différentes formes de mobilités féminines à l'ère de la mondialisation et du développement des TIC et donne des clés qui permettent de mieux comprendre la problématique migratoire des femmes en Afrique. L'essayiste explique, par exemple, que la Congolaise est prête à migrer vers l'Europe en suivant son conjoint ; la Camerounaise cherche un mariage mixte, de préférence avec un blanc ; la Gabonaise privilégie ses études supérieures à l'étranger, tandis que la Centrafricaine part en exil du fait de la succession de troubles dans son pays.

Brice Arsène Mankou est sociologue, il enseigne à Sciences Po, campus de Reims et est chercheur associé au Dysolab de l'université de Rouen Normandie. Ses travaux sont menés en appui de plusieurs missions régulières en Afrique.

Marie Alfred Ngoma



FESTI'BRAZZA

La 5^e édition valorise les talents des jeunes artistes de Brazzaville

Dans le cadre de la tenue, le 30 juillet à Brazzaville, de la 5^e édition du Festi'Brazza, l'Association kirikou événement (AKE) a offert un espace d'expression à travers le chant, la danse, l'humour et les débats aux jeunes brazzavillois.



Un groupe en pleine prestation Adiac

Environ une trentaine de groupes et des individualités ont défilé sur le podium du lieu de spectacle de la préfecture de la ville capitale, où s'est déroulée la clôture du Festi'Brazza. Tous étaient jeunes et talentueux, une manière sans nul doute pour les organisateurs de booster le travail abattu par les futurs leaders de la musique congolaise, particulièrement celle de la musique urbaine qui était à l'honneur de ce festival qui prône la mixité des cultures.

Durant plus de trois heures de show non-stop et super émouvant, les artistes retenus ont électrisé le public. Dans le strict

respect des mesures barrières contre le coronavirus, chaque artiste a donné le meilleur de lui, à travers des thématiques éducatives, pour transporter le public vers l'univers de l'enjaillement. « Je suis très contente. J'adore la musique malheureusement, mais je n'ai de talent. Voilà pourquoi, je préfère assister les autres. Ce genre de manifestations m'a beaucoup manqué. Sincèrement, je veux que cela ne se termine pas, car c'est tellement magnifique. Je frissonnais du début à la fin », s'est réjouie, Princia Kifoua, une spectatrice.

Pour sa part, le fondateur d'AKE et promoteur du Festi'Brazza, Magloire Sitou, cette cinquième édition a tenu toutes ses promesses dans la mesure où les débats et prestations étaient de haute facture. « C'était une belle fête. Cette cinquième édition du livre et du jeu a été organisée par une équipe féminine de l'association. Nous avons mis en valeur le savoir-faire des jeunes artistes. C'était formidable, nous devons accompagner ces jeunes talentueux, puisque c'est le Congo qui sera le grand bénéficiaire », a-t-il rassuré.

Rude Ngoma

AFRIQUE/SPORT

L'AFD et Paris 2024 lancent l'appel à projets « Impact 2024 international »

Le comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 et l'Agence française de développement (AFD) vont lancer l'appel à projets « Impact 2024 international », en vue de promouvoir le sport comme outil au service du développement en Afrique. Les structures éligibles doivent déposer leurs projets sur la plateforme « sport en commun » jusqu'au 1er septembre 2021.

L'objectif de l'appel à projets « Impact 2024 International » est de financer des microprojets sportifs à destination de la jeunesse et équitablement pour les filles, axés autour de l'égalité et l'inclusion, la citoyenneté et le vivre-ensemble, la protection de l'enfance, l'éducation, la santé, la préservation de l'environnement, la formation et l'insertion professionnelle. Ces microprojets utiliseront le sport comme un moyen pour atteindre leurs objectifs, tout en transmettant les valeurs de l'olympisme, d'engagement citoyen et de lien social véhiculées par le sport. Ils répondent à une demande locale et cherchent une amélioration pérenne des conditions de vie et l'autonomisation des populations en difficulté.

L'appel à projets « Impact 2024 international » est une initiative qui s'inscrit dans le contexte de la diplomatie économique du sport, vise à financer et à accompagner des projets qui mettent le sport au service du développement durable en Afrique. Il s'agit de prolonger l'héritage de Paris 2024 au-delà des frontières. Les structures éligibles doivent déposer leurs projets sur la plateforme « sport en commun » jusqu'au 1er septembre 2021. A travers cet appel à projets, l'AFD et Paris

2024 unissent leurs forces pour soutenir les acteurs qui partagent la conviction que le sport apporte des solutions aux enjeux sociaux mondiaux tels que la santé, l'éducation, l'égalité, l'inclusion, la solidarité et l'environnement. Une attention particulière est portée aux projets ayant pour cibles les publics vulnérables et les pays ou zones au contexte fragile. Les structures éligibles sont, entre autres, des (associations, fondations, collectivités territoriales, entreprises, clubs sportifs, fédérations, coopératives, structures étatiques, structures publiques). Les lauréats seront annoncés en décembre 2021. Ils bénéficieront d'un dispositif de financement allant jusqu'à 40 000 euros par projet. En parallèle de cet appel à projets, un appui à la structuration de projets allant jusqu'à 20 000 euros, sous forme d'appel à manifestation d'intérêt, sera mis en œuvre en 2022. C'est la deuxième initiative phare mise en œuvre par l'AFD et Paris 2024 en Afrique à impact social et environnemental. Il s'inscrit dans la continuité des appels à projets lancés par l'AFD depuis 2019 qui ont déjà subventionné 51 projets dans plus de 21 pays.

Noël Ndong

PROGRAMME DE SOUTIEN TECHNIQUE

Les entraîneurs congolais développent les qualités de formateurs

Seize techniciens dont deux dames ont participé à la première session du cours de formation des formateurs des entraîneurs qui s'est achevé le 30 juillet au siège de la Fédération congolaise de football sur une note satisfaisante.

Des connaissances qu'ils ont reçues durant deux semaines sur les méthodes pédagogiques leur permettront de former à leur tour d'autres entraîneurs qui auront la charge d'animer le programme dans les sites choisis par la direction technique nationale. Ce rendez-vous du donner et du recevoir a été riche car il a permis aux experts de transmettre aux entraîneurs apprenants des notions de management et d'organisation.

« Le cœur du sujet c'est de permettre à tous les entraîneurs mis à notre disposition de pouvoir transmettre des notions de management et d'organisation, surtout de formation, afin qu'ils puissent eux-mêmes, quand nous serons loin de Brazzaville, pouvoir mettre en place des formations qui s'adresseront aux entraîneurs congolais, pouvoir dans quelques années au moins plus rapidement voir évoluer des entraîneurs de haut niveau et des formateurs... », a commenté Pascal Janin, l'un des experts

Le cours animé respectivement par Pascal Blin et Pascal Janin, tous deux de nationalité française, appuyés par Didier Brasse, le responsable du programme de soutien technique de la Fifa auprès de la Fécofoot, a enrichi les connaissances des entraîneurs congolais dans le domaine de la formation des

formateurs. Grâce à des notions qu'ils ont assimilées, ils peuvent aborder le deuxième module prévu en septembre prochain dans de meilleures conditions. « Chers stagiaires, une étape vient d'être franchie, c'est le moment de revoir de fond en comble vos notes afin de mieux se positionner pour le deuxième module en septembre. J'espère que les connaissances acquises ne vont pas s'estomper en l'espace d'un mois et qu'en septembre vous serez encore mieux aguerris. Je vous souhaite une bonne régénération », a indiqué Gaston Tchiangana, le directeur technique national.

Cédric Nanitelamio, l'un des participants, a salué la qualité des échanges. « C'est un sentiment de joie parce que nous avons passé de bons moments avec les experts. Ce genre d'échange on le veut parce qu'il nous édifie. Nous échangeons avec ceux qui se trouvent dans d'autres continents sur les méthodes de formation et comment s'y prendre. Nous avons appris sur les méthodologies, la façon de se prendre devant les stagiaires. Imaginez que vous êtes dans une localité pour aller former les encadreurs, comment s'y prendre, comment les prendre, comment animer les thèmes, quelles sont les demandes dont ils ont besoin », a-t-il expliqué.

James Golden Eloué

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Gouvernement de la République du Congo et le CHUM-USI annoncent la fin de leur entente relative à l'appui technique au CHU de Brazzaville

Brazzaville – 30 juillet 2021

Le Gouvernement de la République du Congo et le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) ont signé le 16 avril 2019, un contrat de prestation de service pour un mandat d'appui à la gestion du Centre Hospitalier Universitaire de Brazzaville (CHUB) réalisé par l'entremise de l'Unité de Santé Internationale (USI) du CHUM.

Le but de ce mandat était d'améliorer l'offre de soins et services du CHUB, afin de lui permettre de remplir avec efficacité ses missions de soins, de formation et de recherche. A cette fin, deux principaux résultats étaient attendus au terme de ce mandat : (i) une culture de gestion basée sur la performance était appliquée pour toutes les opérations administratives comptables et cliniques, (ii) le plateau technique était rehaussé grâce au financement acquis de l'Agence française de développement (AFD) et de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC).

Au terme de deux années de mise en œuvre, de manière concertée, les assistants techniques et les cadres congolais ont réalisé des études, conçu des méthodes et outils à implanter pour apporter des changements organisationnels et fonctionnels menant à l'amélioration de l'offre de soins.

Cependant, la forte contraction de l'économie congolaise caractérisée par une récession de - 6% en 2020 et les effets réducteurs de la pandémie à COVID-19 n'ont pas permis au Gouvernement congolais de mobiliser les ressources financières utiles à l'exécution de certaines interventions du mandat d'appui à la gestion du CHUB. Dans cet environnement, le Gouvernement du Congo et le CHUM-USI ont convenu de mettre fin au contrat de prestation de service.

Les deux parties ont pris toutes les dispositions utiles pour sauvegarder les acquis de ce mandat d'appui et permettre avec les ressources disponibles, la poursuite de certaines interventions, d'autant plus que la mobilisation des financements de l'AFD et de la BDEAC est accomplie et va permettre le rehaussement du plateau technique.

La santé a été priorisée au rang de première bataille dans le programme d'action du Gouvernement du Congo avec une référence spéciale à la réforme hospitalière incluant la rénovation du CHUB. De ce fait, le Gouvernement réaffirme son engagement à poursuivre les réformes entreprises au CHUB et remercie le CHUM-USI d'avoir apporté l'expertise nécessaire à ce projet. Les deux parties remercient tous les intervenants qui ont travaillé pour ce mandat d'appui à la gestion du CHUB.

Contact Presse : Solange Samba-Toyo Conseillère en communication du CHUB 06 526 80 80

LONDRES

Succès pour la première pièce de théâtre de Benedict Lombe

« Lava », la pièce de théâtre Benedict Lombe, écrivaine et metteuse en scène britannique, d'origine congolaise et basée à Londres, a été jouée, pour la première fois, le 9 juillet au Bush Theatre à Londres et continuera à être jouée jusqu'au 13 août. La pièce sera également disponible en ligne pour visionnage du 16 au 21 août.

«Lava », dont le personnage principal est incarné par l'actrice britannique d'origine nigériane, Ronk Adékolujo, raconte l'histoire d'une jeune femme qui tente de renouveler son passeport britannique, ce qui l'amène à retracer son parcours, à se remémorer des souvenirs d'enfance et à s'engager dans un processus de réflexion personnelle. «Lorsqu'une femme reçoit une lettre inattendue du British Passport Office, elle est forcée d'affronter un vieux mystère : pourquoi son passeport sud-africain ne porte-t-il pas son prénom ? Armée de la sagesse des émissions de télévision préférées des années 90, elle entreprend un voyage qui la ramènera dans la tourmente du Congo de Mobutu, dans sa jeunesse dans l'Afrique du Sud post-apartheid, son déménagement en Irlande et à son arrivée dans une Angleterre hostile, où elle trouve l'amour », indique le synopsis. Le personnage principal, connu uniquement sous le nom de Her, amène donc le public dans un voyage, à travers sa tentative de récupérer son prénom.

Nommer l'innommable

Pour Benedict Lombe, Lava explore le concept des noms - à la fois l'histoire des noms et le processus de nommer l'innommable. «Lorsqu'une femme congolaise britannique cherche à savoir

pourquoi son nom ne figure pas sur son passeport sud-africain, sa quête la mène du Congo à l'Afrique du Sud, à l'Irlande et enfin à l'Angleterre actuelle. Ce qui suit est une histoire qui remet en question la nationalité, les récits et les schémas de chaos à travers l'histoire. C'est une histoire au grand cœur qui reste très intime - tonalement irrévérencieuse, espiègle et joyeuse. Et le personnage principal est très amusant ! Je veux sortir avec elle et passer du temps en sa compagnie. Est-ce bizarre ? C'est bizarre, n'est-ce pas ? Je dois revoir mes vrais amis humains bientôt ! », a déclaré Benedict Lombe, lors d'une interview avec le Bush Theatre.

Eruption du volcan Nyiragongo

La metteuse en scène, née dans la ville de Goma, a également expliqué que la rédaction de sa pièce de théâtre avait coïncidé avec l'éruption volcanique du Nyiragongo, le 22 mai dernier. «Pour Lava, une image très claire a commencé à émerger. Il y a un volcan appelé Mont Nyiragongo au Congo - le pays de ma naissance - dans la ville de Goma. Il a éclaté pour la dernière fois il y a près de vingt ans, tuant 250 personnes et déplaçant 120 000 personnes», a-t-elle fait savoir au cours de la même interview.



Une affiche du spectacle

Avoir le pouvoir sur le récit La première mondiale de sa première pièce, Lava, a été produite par le Bush Theatre, après qu'elle a pris part à leur nouveau programme de développement d'écrivains. «J'ai jamais beaucoup la lecture quand j'étais enfant. Quand j'avais environ huit ans - pour des raisons inconnues - les seuls livres sur lesquels je pouvais mettre la main à la maison étaient les romans condensés Reader's Digest reliés en cuir de mes parents », a déclaré Benedict Lombe, lors d'une

interview avec le Bush Theatre.

Des futures histoires sur les Congolais de la diaspora

Benedict Lombe a fait produire une œuvre numérique pour le Bush Theatre, dans le cadre de la série « The Protest, Papatango Theatre Company », faisant partie de leur série « Isolated But Open » et d'une pièce spécifique dans le cadre de la saison « Outdoors » de Damsel Productions en 2020. Pour la télévision, Bénédicte Lombe a fait partie du groupe BBC Writersroom et a été présélection-

née pour le Papatango Playwriting Award et le Royal Cour & Kudos TV Fellowship. Elle travaille actuellement sur une pièce de théâtre avec #Theatre503 (un théâtre à Londres) sur les histoires de femmes congolaises à travers l'histoire. Elle travaille également sur des projets pour la télévision. Les futures histoires sont relatifs aux Congolais de la diaspora. « Plus d'histoires tirées de mon cœur et arrachées à mon âme », a expliqué Benedict Lombe.

Patrick Ndungidi

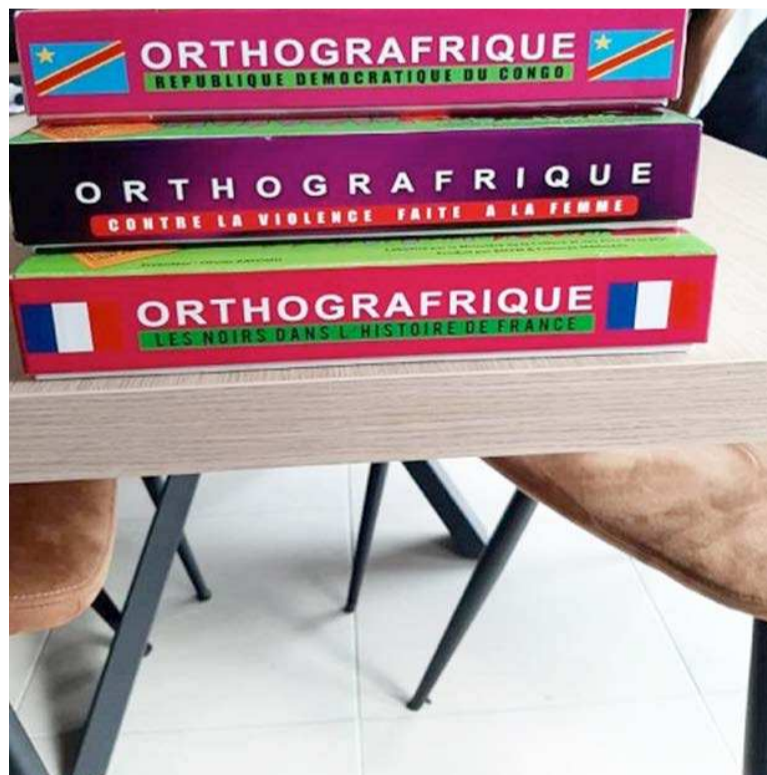
ORTHOGRAFRIQUE

Trois nouvelles éditions bientôt disponibles sur le marché

Lancé en décembre 2017 dans sa première version dédiée à la culture générale de la RDC, le premier jeu de société africain moderne inventé par Olivier Kayomo élargi son spectre à d'autres nouveaux sujets : Non à la violence faite à la femme, Les noirs dans l'histoire de France et Province du Lualaba.

Pour pouvoir jouer à l'édition spéciale consacrée aux militantes d'ascendance africaine, les pionnières dans les luttes en faveur d'un mieux-être dans les domaines « politique, social, environnemental, artistique, etc. », il faut avoir au moins 14 ans, précise Olivier Kayomo. Et, cette version d'OrthogrAfrique qui dit « Non à la violence faite aux femmes » peut se jouer déjà à deux mais quatre autres joueurs peuvent s'ajouter à la table sans problème. L'âge (à partir de 9 ans) et le nombre des joueurs (deux à quatre) sont la grande exception de cette édition alors que toutes les autres sont déjà à la portée des enfants de quatrième primaire en RDC.

L'édition spéciale centrée sur Les Noirs dans l'histoire de la France met en lumière des personnages qui ne sont pas repris dans les manuels scolaires et autres livres d'histoire. En effet, avec cet OrthogrAfrique qui fait un focus sur eux, « les grandes figures marquantes noires qui ont contribué à écrire l'histoire de France » ne seront plus méconnues. Déjà à partir de neuf ans, l'on peut ap-



L'édition initiale et les deux à venir : Non à la violence faite à la femme et Les noirs dans l'histoire de France (DR)

prendre à connaître ces gens « qui sont quelque peu "oubliés" ». Elles le méritent bien en reconnaissance de leur bravoure. Avec l'OrthogrAfrique sur la province du Lualaba, Olivier Kayomo ramène les joueurs, deux à

cette région riche en métaux non ferreux, à l'instar du cuivre, le cobalt, le manganèse, l'or et l'étain. Mais elle regorge aussi de matériaux industriels, notamment le calcaire, le quartzite et le granite. Et l'exploitation des différents gisements constitue la principale activité économique de la province qui a pour chef-lieu Kolwezi.

Jeu panafricain

En plus de ces trois prochaines éditions à découvrir bientôt, le premier jeu de société africain moderne ne cache pas son ambition panafricaine. Si charité bien ordonnée commence par soi-même, Olivier Kayomo entend cependant élargir progressivement son offre à l'ensemble du continent. C'est finalement une palette variée qu'il propose à tout le monde de découvrir quitte à booster sa culture générale. Un jeu didactique qui reste ludique et peut facilement devenir, comme l'a souligné son concepteur, « un incitant touristique » et il n'a pas tort ! Aussi, dans les autres éditions à venir, il va nous suggérer de mettre le

cap sur d'autres destinations intéressantes, pays ou provinces. Les Kinois, les Sénégalais, les Congolais de Brazzaville et les Ivoiriens auront de quoi tester leurs connaissances et leurs diasporas respectives s'engager dans un périple qui a tout pour plaire. Pour rappel, OrthogrAfrique fait figure de pionnier dans son genre car il est le premier jeu de société africain moderne. « Ce fruit d'intelligence congolaise permet aux joueurs de 9 à 99 ans de connaître les grandes lignes de la géographie, les figures marquantes de l'histoire et l'essentiel de la culture générale d'un pays africain à la fois, afin de dynamiser son économie par le jeu », a soutenu Olivier Kayomo. Chaque coffret de jeu est composé d'un mode d'emploi, d'un terrain de jeu, de 180 à 260 cartes devinettes, de 250 billets de banque (OrthograFrancs), d'un livret d'épargne et d'un corrigé qui permet de connaître la réponse exacte. Ce qui n'est pas toujours évident les premières fois !

Nioni Masela

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Les journalistes s'imprègnent du rapport 2018 de l'Itie

Un atelier de dissémination du rapport Itie 2018 a été organisé, le 30 juillet, à Pointe-Noire à l'intention des journalistes des médias publics et privés par la Coalition congolaise Publiez ce que Vous Payez, plateforme d'organisations de la société civile engagées sur la question de la transparence des recettes et de l'utilisation responsable des revenus issus de l'exploitation pétrolière, gazière et minière.

Animée par Christian Mounzeo et Brice Makosso, respectivement président et vice-président de la Coalition congolaise Publiez ce que vous payez, cette activité a eu pour objectif de sensibiliser les médias au processus de validation de la République du Congo et aussi de les informer des enjeux de la prochaine validation.

Le rapport Itie 2018 (Initiative pour la transparence dans les industries extractives) présenté montre des avancées significatives tant dans l'exhaustivité des données que dans la divulgation et la fiabilité de ces derniers par rapport au précédent rapport. Toutefois, des efforts sont à encourager pour tous les secteurs. Le secteur des hydrocarbures est le secteur où beaucoup d'informations commencent être rendues publiques et la majorité des entreprises a suivi les formulaires de déclarations. Par contre, pour le secteur minier et forestier, plusieurs informations sont non communiquées tant par les entreprises que par l'Etat. Il a été constaté égale-



Les séminaristes et les encadreurs à la fin de l'atelier Itie Crédit photo: Adiac»

ment à la lecture dudit rapport une augmentation dans la production tant dans le secteur pétrolier que ceux des mines et forêts.

Pour les orateurs, conformément à l'exigence Itie2, l'Itie Congo devra clairement définir le nombre de licences, minières, pétrolières et gazières qui sont octroyées et transférées au cours de l'exercice ou des exercices

couverts et aussi présenter une description des procédures légales d'affectation et d'octroi en spécifiant les critères techniques et financiers et faire ressortir tout écart non dérisoire observé dans la pratique. Par ailleurs, l'Itie Congo pourrait envisager de formuler des commentaires au sujet de l'efficacité du système actuel d'octroi et de transfert des licences afin de

clarifier les procédures et minimiser les écarts non dérisoires. Signalons que le Congo s'est engagé dans le processus Itie en 2004. Depuis 2008, il met en œuvre l'initiative et à son actif dix rapports de conciliation de chiffres et volumes ont été divulgués. Après sa conformité acquise en 2013, le Congo a été soumis d'avril 2017 à décembre 2019 à deux validations aux

termes desquels le conseil d'administration international avait jugé ses progrès significatifs. N'ayant pas atteint un niveau de transparence satisfaisant, le Congo devrait pour prévenir la suspension parvenir à accomplir des exigences liées à neuf mesures correctives avant sa troisième validation attendue le 11 mars 2022.

Ainsi, dans le souci de maintenir la conformité et éviter la radiation du processus Itie, Publiez ce que vous payez a adressé en mai dernier une note d'information sur le processus au gouvernement. Dans cette note, la coalition s'est inquiétée du faible niveau d'accomplissement des exigences liées aux neuf mesures correctives. La coalition a informé les pouvoirs publics de la rigueur du nouveau processus de validation et sollicité leur implication pour le maintien de cette conformité à travers la réalisation urgente des exigences non encore achevées.

**Hervé Brice Mampouya
et Charlem Lea Legnoki**

LIVRES

Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah publie «Hecatombe et Remontada»

Sortie aux Editions LMI en 2021, la pièce de théâtre de l'écrivain Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah a été présentée par Arnel Py Nzoulou, critique littéraire lors de la première édition du salon du livre de Pointe-Noire, qui a eu lieu au Musée Cercle africain.

«Hecatombe et Remontada» est une pièce de théâtre qui dénonce la misère sociale de la population de la République du Kiangantima qui, en dépit de la crise sanitaire, se plaignent de la mauvaise gestion des biens de l'Etat par les gouvernants. Son excellence Ngouakatour et son gouvernement ont du mal à relever les défis et atténuer la crise. La population oscille alors entre l'hecatombe et la remontada.

Ecrite dans un style alerte emprunt des figures métaphoriques et des périphrases, cette pièce de théâtre met à nus nos vices que l'auteur présente avec ironie et que le lecteur découvre comme dans un miroir dans la peau de bourreau et victime. L'oppression, la misère du peuple, la corruption, la



Yvon Wilfried Lewa-let Mandah (à gauche) et Arnel Py Nzoulou, le critique littéraire/Adiac

révolte, la dénonciation de l'immoralité... Autant de maux et antivaleurs passés au crible à travers les différents tableaux que la quinzaine de personnages de la pièce déroulent avec une élégance langagière

assaisonnés de nombreux néologismes.

Selon Arnel Py Nzoulou, toutes les images employées par l'écrivain traduisent la culture de l'homme de science qui a embrassé la scène du

théâtre et de la littérature. Et d'ajouter que la pandémie elle-même est un grand thème au cœur de la théâtralité de cette pièce. Selon Yvon Wilfried Lewa-let Mandah, cette pièce est une satire so-

ciale et politique. « Je m'inspire dans le récit de Voltaire, un de mes maîtres dans la dramaturgie. Mon combat est d'apporter une cure à la société. Je combats donc les violences faites aux femmes, je m'insurge contre les injustices sociales, je me réjouirai ainsi si le théâtre peut corriger les mœurs », a-t-il signifié.

Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah est poète, dramaturge, essayiste, metteur en scène, comédien, directeur artistique, de la compagnie Autopsie. Depuis 2017, il est président national du Centre de la République du Congo de l'Institut international du théâtre. Il est auteur de près d'une dizaine d'ouvrages dans les genres aussi divers que variés comme le théâtre, la poésie ou l'essai.

H.B.M.

ÉDUCATION

Ouverture du lycée interdépartemental de Vindoulou en octobre

L'établissement scolaire, qui va désengorger d'autres lycées de Pointe-Noire et du Kouilou, pourra être opérationnel dès octobre, a estimé le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou, au sortir de sa visite effectuée, le 30 juillet, sur le site.

« La perspective que nous imaginions pour l'ouverture de ce lycée, dès la rentrée prochaine, nous paraît saisissable », a fait savoir le ministre Jean-Luc Mouthou.

En effet, les travaux en cours concernent l'amphithéâtre, le bloc administratif, les laboratoires. Les salles de classe sont déjà achevées. Il ne reste que l'installation des équipements. Les ouvriers congolais et chinois sont à pied d'œuvre. Un calendrier, par rapport à l'avancement des travaux, devra fixer la date de la réception de l'édifice et de sa mise à la disposition de la communauté éducative.

Le lycée interdépartemental de Vindoulou, érigé dans la périphérie nord de la ville océane, compte quatre bâtiments R+2, dont trois comportant des salles de classe, un autre l'internat,



Façade principale du lycée interdépartemental de Vindoulou/Adiac

une bibliothèque numérique, des aires de jeu... Sa vocation interdépartementale permettra de résoudre le problème des effectifs pléthoriques dans les lycées de Pointe-Noire et du Kouilou. Une

visée qui s'inscrit dans la logique de modernisation du système éducatif national, a confié le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation.

Des chantiers dans l'arrière-pays Dans son périple, le ministre Jean-Luc Mouthou a également visité les structures d'accueil de son département qui sont en chantier. Dans le département

de la Bouenza, plus précisément à Kayes, les travaux d'extension du collège sont en cours. A Nkayi, ville sucrière, les travaux visant à élargir la capacité d'accueil de l'école primaire Raphaël-Mouanda ont pris fin. Par ailleurs, au niveau du lycée de Loudima, les travaux se poursuivent normalement. Un lycée dont la construction est financée par le député de la localité, Pascal Tsaty Mabiala. A Dolisie, dans le département du Niari, un troisième lycée est quasiment terminé et sera ouvert à la prochaine rentrée scolaire. « Tout ce travail consiste non seulement à résoudre l'épineux problème des effectifs pléthoriques, mais aussi et surtout de rapprocher l'école de l'apprenant », a fait savoir le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation.

Rominique Makaya

TRANSFERTS

Dylan Saint-Louis en Turquie

Dylan Saint-Louis a signé un contrat de 3 ans en faveur d'Hatayspor, 6e du dernier championnat turc.



Dylan Saint-Louis devra encore patienter pour marquer son deuxième but en Ligue 1, lui qui avait marqué contre Montpellier lors de sa seule apparition en L1 avec Saint-Etienne, le 21 août 2016.

L'international congolais quitte en effet Troyes, promu cet été, pour rejoindre Hatayspor, qui évolue en Super Lig, la première division turque. +++Le natif de Gonesse a signé vendredi un contrat de 3 ans et pourrait faire ses débuts en match amical le 3 août face au BB Istanbul.

En jambes, puisqu'il a effectué l'essentiel de la préparation estivale de l'Estac, il postulera à une place de titulaire lors de la reprise du championnat, le 14 août face à Kasimpasa.

Notons qu'il sera en concurrence au poste d'ailier gauche avec le Gabonais Boupenza, auteur d'une grosse saison 2019-2020 : 22 buts et 1 passe décisive en 36 matches. Citons également, dans le secteur offensif, le Sénégalais Biram Diouf (19 buts et 5 passes) et le Libérien Mohammed Kamara.

Saint-Louis, lui, avait été élément actif de la montée de l'Estac en Ligue 1 avec 38 matches joués, 5 buts et 4 assistances en Ligue 2. En s'engageant à Hatayspor, le Diable rouge, que l'on n'a plus chez les Diables rouges depuis novembre 2018, va connaître le 7e club de sa carrière professionnelle après Saint-Etienne, Evian-Thonon puis Laval, en prêts, le Paris FC, le Beerschot Wilrijk et Troyes.

En dehors du Paris FC, entre juillet 2017 et 2019, il n'a jamais fait plus d'une saison dans le même club. A 26 ans, il est temps pour lui d'aspirer à davantage de stabilité. A Antioche (Antakya en turc) ?

C.D.

COUPES D'EUROPE

Fini pour Andzouana et Makoumbou, ok pour Tchibota, un duel Ndockyt-Mazikou au tour suivant

En Ligue des champions, Mavis Tchibota accède au 3e tour préliminaire. Ndockyt et Mazikou croiseront le fer au tour suivant, tandis que Makoumbou et Andzouana quittent la scène européenne

Ligue des champions, matches retour du 2e tour préliminaire

Ludogorets se qualifie pour le 3e tour en battant le NS Mura 3-1. Remplaçant, Mavis Tchibota est entré à la 92e.

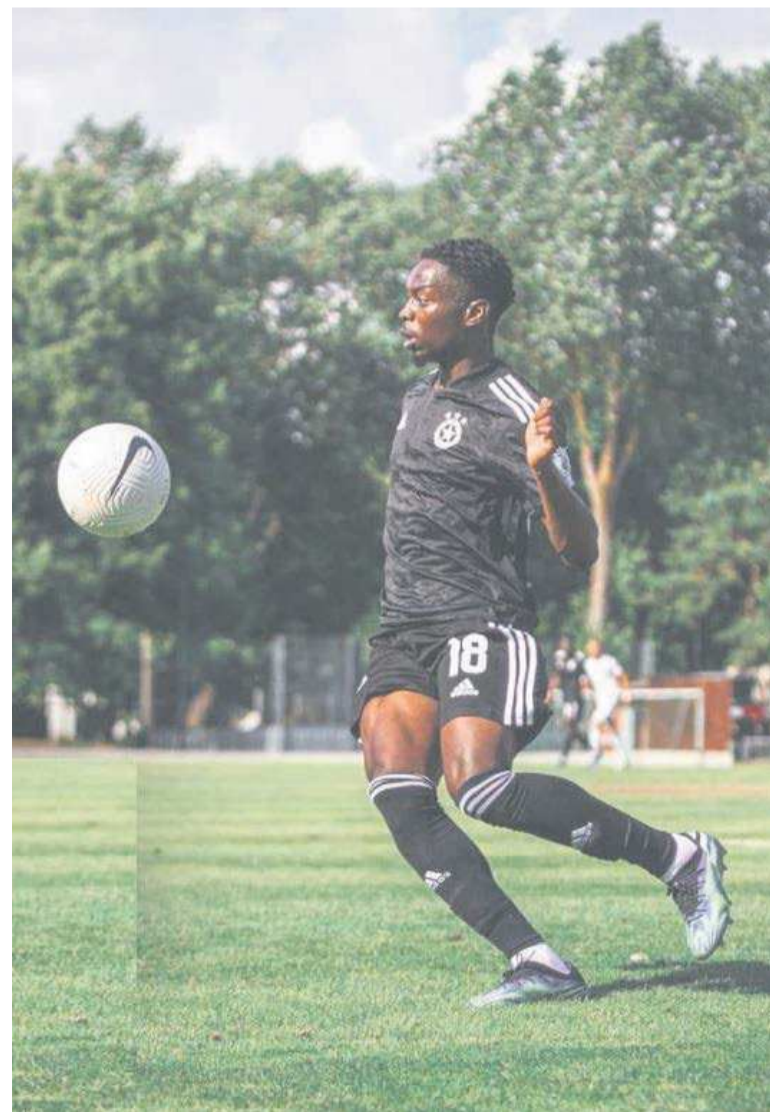
Gros tirage pour le champion de Bulgarie qui affrontera l'Olympiakos Le Pirée de Yann Mvila le 3 août à Athènes et le 10 à Razgrad. Notons qu'un autre joueur d'origine congolaise sera engagé dans ce 3e tour préliminaire : Chrislain Matsima qui croisera le Sparta Prague avec l'AS Monaco. Conférence Ligue Europa, matches retour du 2e tour préliminaire

Tenu en échec, sur son terrain, à l'aller par Liepaja, le CSKA Sofia obtient son billet en Lituanie. Après un score vierge, les Bulgares l'ont emporté aux tirs au but (3-1).

Bradley Mazikou était titulaire tandis que Junior Nzila est resté sur le banc.

Merveil Ndockyt est resté sur le banc lors de la qualification d'Osijek face aux Polonais du Pogon Szczecin (1-0, 0-0 à l'aller).

Au tour suivant, le NK Osijek sera opposé au CSKA Sofia. Match aller le 5 août à Sofia, retour le 12 en Croatie.



Qualifié pour le 3e tour, le CSKA Sofia de Bradley Mazikou retrouvera le NK Osijek de Ndockyt (DR)

En revanche, c'est déjà fini pour le NK Maribor d'Antoine Makoumbou : les Slovaques, défaits à l'aller (1-3), ont perdu le retour à domicile face aux Suédois d'Hammarby (0-1). L'international congolais est entré à la 80e.

Fin du parcours aussi pour le DAC Dunajska Streda, défaits à domicile face au Partizan Belgrade (0-2) après une défaite initiale en Serbie (0-1). Yhoan Andzouana n'est pas entré en jeu.

Camille Delourme

MUSIQUE

Décès à Pointe-à-Pitre de Jacob Desvarieux, légende du zouk

Le légendaire guitariste Jacob Desvarieux, considéré comme l'un des pères du groupe Kassav, est mort, vendredi 30 juillet, à l'âge de 65 ans au CHU de Pointe à Pitre, Guadeloupe, des suites du Covid-19, ont annoncé les médias antillais

L'artiste, diabétique, avait été hospitalisé le 12 juillet dernier après une visite de contrôle liée à sa greffe rénale.

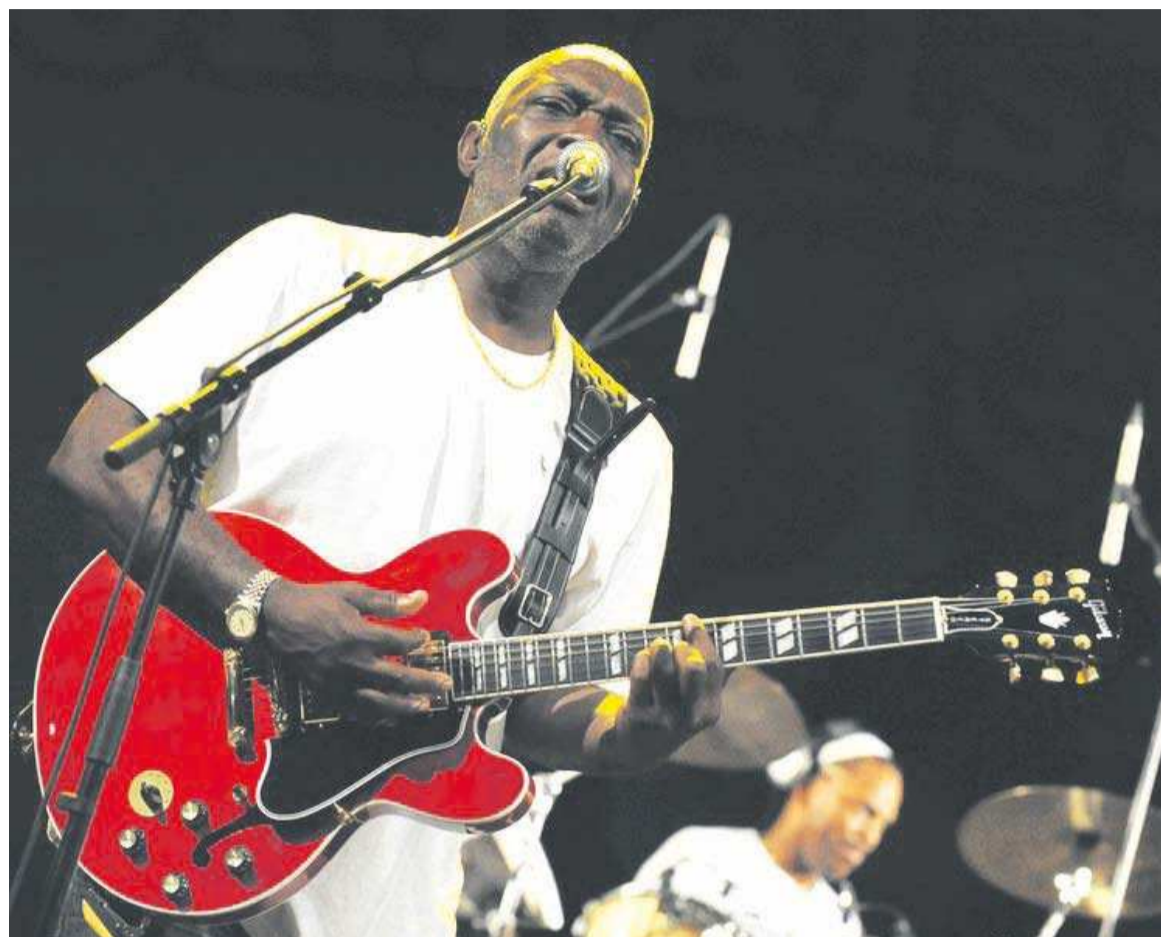
Il avait été testé positif au Covid-19 lors de cette consultation, puis placé en coma artificiel pour lui administrer les soins nécessaires, avait indiqué la production du groupe Kassav, qui avait également annoncé annuler tous les concerts prévus prochainement. Son état se serait brusquement aggravé la nuit de jeudi à vendredi 30 juillet, selon Guadeloupe 1ère.

Jacob Desvarieux était reconnaissable sur scène par sa voix, sa dégaine, son talent, sa joie, son sourire, surtout par son inclinaison de la tête si proche des us et coutumes de l'Africain-type.

Né à Paris le 21 novembre 1955, il grandit entre la Guadeloupe, la Martinique et le Sénégal. À 10 ans, sa mère lui offre sa première guitare et il s'oriente rapidement vers la musique.

En 1979, il bouleverse la scène musicale avec Pierre-Edouard Decimus et Freddy Marshall en fondant le groupe antillais Kassav – qui accueillera quelques années plus tard Jocelyne Béroard, Jean-Philippe Marthely, Jean-Claude Naimro, Patrick Saint-Eloi – et surtout en abordant un nouveau genre musical, le zouk, seul inventé depuis l'après-guerre.

« Au départ, c'était un laboratoire : nous cherchions à trouver une bande-son qui fasse la synthèse de toutes les tradi-



Jacob Desvarieux. Crédit photo : Kia Sambou/AFP

tions et sons antérieurs, mais qui soit exportable partout», expliquait-il ; « A travers notre musique, nous interrogeons nos origines. Qu'est-ce qu'on faisait là, nous qui étions noirs et parlions français ? ». Encensé par le jazzman amé-

ricain Miles Davis, le groupe a sillonné le monde pendant plus de 40 ans, remporté de nombreux disques d'or et vendu des millions d'albums. Jacob Desvarieux a aussi travaillé sur des albums personnels et composé pour d'autres chanteurs.

Telle avait été sa collaboration avec Passi, du groupe Biso na Biso, en 2003. Ensemble, ils ont réalisé une chanson sur l'album Dis l'heure 2 zouk avec, à l'arrivée, un succès détonnant pour les deux clips Laisse parler les gens et Ma rivale.

Au chapitre des tournées en Afrique, le groupe Kassav s'est produit deux fois au Congo Brazzaville, en 1987 et 2015. À l'exception de Patrick Saint Eloi, décédé en septembre 2010, Jacob Desvarieux est venu au bord du majestueux fleuve Congo en compagnie de son noyau dur : Jean Philippe Marthely, Jocelyne Béroard, Jean Claude Naimro, Georges Decimus et près d'une vingtaine de musiciens.

Dès l'annonce de son décès vendredi soir, les marques de reconnaissances ont fusé. De la Guadeloupe : « Ce soir, la Guadeloupe tout entière pleure l'un de ses plus grands ambassadeurs, dont l'immense talent, les valeurs, la bonté d'âme et l'amour viscéral de son pays le faisaient rayonner bien au-delà de la sphère artistique », a réagi le président du conseil départemental de Guadeloupe, Guy Losbar.

Le président de la région Guadeloupe, Ary Chalus, s'est ému en ces termes : « Jacob Desvarieux nous laisse en héritage un condensé rythmé des legs précieusement transmis par ceux qui nous ont précédés ». De son côté, le chanteur sénégalais Youssou Ndour a tweeté : « Les Antilles, l'Afrique et la musique viennent de perdre l'un de leurs plus grands Ambassadeurs. Jacob, grâce à ton art, tu as rapproché les Antilles à l'Afrique. Dakar, où tu as vécu, te pleure. Adieu l'ami ».

Marie Alfred Ngoma

« Jacob Desvarieux nous laisse en héritage un condensé rythmé des legs précieusement transmis par ceux qui nous ont précédés »

RÉFLEXION

Retour à la case départ

Tout indique aujourd'hui que la COP 26, autrement dit la vingt-sixième Conférence sur le climat, verra se rebattre les cartes sur l'échiquier mondial où se joue pour une large part le destin de l'humanité. Réunis au mois de novembre à Glasgow, capitale de l'Ecosse, les chefs d'Etat et de gouvernement vont devoir, en effet, tirer les leçons des drames climatiques en série qui ne cessent de s'accroître : hausse continue des températures, aggravation des émissions de gaz à effet de serre, fonte accélérée des neiges sur les pôles et les glaciers, élévation du niveau des océans, montée brutale de la sécheresse dans des régions entières, multiplication des incendies dans les zones habitées, accélération de la déforestation qui elle-même contribue à détériorer fortement l'air que nous respirons. Autant de drames, si l'homme ne parvient pas à les prévenir dans les années à venir, qui provoqueront sinon sa dispari-

tion, du moins une série de tragédies dont ce qui se passe actuellement à Madagascar, où la famine frappe une partie de la population, donne une idée précise.

La situation climatique présente ayant au moins l'avantage d'ouvrir enfin les yeux des puissants de ce monde sur l'ampleur des dégâts que causent et causeront de plus en plus leur surindustrialisation et leur sur-urbanisation, la Conférence de Glasgow pourrait déboucher sur une série de décisions collectives qui elles-mêmes permettront de prévenir le pire. Mais ceci ne sera possible que si les pays du Tiers monde, qui ne sont pour rien ou presque dans le dérèglement climatique, font entendre leur voix avec force et disent clairement aux nations riches de la planète que leurs excès menacent désormais la survie de l'humanité tout entière. D'où la nécessité de taper fort sur la table internationale avant même que débutent les échanges de Glasgow en

rappelant aux intéressés qu'une partie de la richesse accumulée depuis le début de l'ère industrielle par les pays de l'hémisphère nord doit maintenant être consacrée à la lutte contre le dérèglement climatique et pour la protection de l'environnement.

Dans ce contexte, écrivons sans l'ombre d'un doute que les institutions comme le Fonds Bleu pour le Bassin du Congo, créé à Oyo il y a quatre ans à l'initiative du Congo, peuvent et doivent jouer un rôle important dans cette prise de conscience. Placé au cœur d'un espace géographique qui devient le premier poumon de la planète en raison de la déforestation qui dévaste le gigantesque Bassin de l'Amazone, ce fonds est d'autant mieux placé sur ce terrain éminemment politique qu'il est soutenu par des organisations de la société civile telles que la Brazzaville Foundation dont le siège est à Londres, capitale du Royaume-Uni, et qui compte dans ses rangs de hautes personnalités

européennes. Il est parfaitement armé pour convaincre les dirigeants qui seront présents à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre prochains de revenir à la case départ de la lutte contre le dérèglement climatique dont les bases furent posées à Berlin, capitale de l'Allemagne réunifiée, lors de la première COP, du 28 mars au 7 avril 1995.

Revenir à la case départ, c'est-à-dire définir de façon claire les responsabilités des grandes puissances industrielles et les amener à consacrer une partie significative de leurs gigantesques richesses à la protection de la nature. Contraindre aussi les riches propriétaires de grandes compagnies mondiales tels que Jeff Bezos (Amazon), Elon Musk (Tesla) ou Richard Branson (Virgin) à contribuer financièrement à la lutte contre le dérèglement climatique au lieu de dilapider des sommes faramineuses pour leur visite dans l'espace proche de la Terre.

Jean-Paul Pigasse